

LE RÉGIME DOTAL

LIMOUSIN

D'après les Contrats de Mariage des minutes notariales,
depuis la fin du XVIII^e Siècle jusqu'à nos jours

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le 30 Mai, à 2 heures

PAR

JEAN ROGER

Le Président : M CAPITANT.

Suffragants { MM. MEYNIAL.
OLIVIER MARTIN.

LIMOGES

IMPRIMERIE COMMERCIALE PERRETTE

7, Cours Jourdan, 7

1930

LE RÉGIME DOTAL

LIMOUSIN

D'après les Contrats de Mariage des minutes notariales,
depuis la fin du XVIII^e Siècle jusqu'à nos jours

LE RÉGIME DOTAL

LIMOUSIN

D'après les Contrats de Mariage des minutes notariales,
depuis la fin du XVIII^e Siècle jusqu'à nos jours

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le 30 Mai, à 2 heures

PAR

JEAN ROGER

Le Président : M. CAPITANT.

Suffragants { MM. MEYNIAL.
OLIVIER MARTIN.

LIMOGES

IMPRIMERIE COMMERCIALE PERRETTE

7, Cours Jourdan, 7

1930 .

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE

A MA MÈRE

Avant-Propos

En 1897 la section de législation mettait au concours pour le prix du budget de 1801 le sujet suivant : « Etudes sur le développement du régime dotal en France depuis la mise en vigueur du Code civil ». De nombreux et intéressants mémoires furent écrits. A côté de cette histoire générale du régime dotal depuis 1804, il nous a semblé qu'il y avait place pour une étude plus précise. Ces mémoires, en effet, se rapportent à toute la France : aussi y trouve-t-on des régimes dotaux bien différents, tels ceux de Normandie et de Provence par exemple.

De plus, les notaires, sollicités de répondre, l'ont fait généralement dans les termes les plus vagues et ont eu trop tendance à juger le régime adopté dans leur région d'après les spécimens de contrats qu'ils avaient sous les yeux ou dans leur proche mémoire.

Enfin ces mémoires ont étudié le régime dotal dans ses modifications imposées par la jurisprudence et par les textes du code, c'est-à-dire un régime dotal influencé par des faits extérieurs à son développement propre.

Nous avons pensé qu'une étude limitée dans l'espace à une région assez vaste pour que les résultats

aient une valeur suffisante de généralité, et assez bien délimitée pour qu'ils soient cohérents, ne serait pas sans intérêt ; le Limousin répond bien à cette double condition.

D'un autre côté, même pour la région que nous avons choisie, l'évolution du régime dotal sous l'influence de la jurisprudence a été décrite assez souvent pour que nous dirigions nos investigations vers un autre aspect de ce régime.

Cet aspect, nous sommes allé le chercher dans les études des notaires, et d'abord à une époque où les documents sont dans un état suffisamment bon pour être consultés sans de trop grandes difficultés. Ce régime dotal de 1780-1788 que nous y avons trouvé est d'ailleurs peu différent de celui que nous avons pu voir fonctionner dans les contrats de deux siècles antérieurs. Ce moment de son histoire nous le montre dans toute sa vigueur et son originalité. Peu d'influences extérieures sont venues gêner son libre développement. Il s'adapte parfaitement aux habitudes de vie de toute une région.

Ensuite, la révolution finie, nous l'avons suivi dans sa lutte en face de circonstances nouvelles, et nous avons assisté à son déclin puis à sa disparition, brutale, aux environs de 1860.

Pour saisir toutes les modalités de ce régime, ses traits les plus saillants et les plus divers, nous avons dû parcourir un grand nombre de minutes. Dans toutes les études nous avons reçu le meilleur accueil et il nous est particulièrement agréable de remer-

cier ici les notaires qui nous ont ouvert leurs archives : Maîtres Thézard à Limoges, Mazaudois à Treignac, Artiges à Meymac, et Moissinac à Brive qui continue la longue lignée de ses ascendants dont la succession se poursuit sans interruption dans la même étude depuis 1751.

Après avoir soigneusement noté les caractères du régime dotal tel qu'il apparaît dans les minutes de la fin du XVIII^e siècle, nous pensions parcourir l'échelle des périodes les plus intéressantes de notre histoire, en marquant chaque fois les modifications apportées par la pratique dans le thème original et la survivance des clauses anciennes.

Mais nous nous sommes rapidement aperçu que les limites géographiques que nous avions posées à notre étude, devenaient très vite une limite dans le temps. En effet, dès la moitié du XIX^e siècle, nous constatons une tendance très nette de notre ancien régime dotal, si bien caractérisé, à se confondre avec le régime dotal qui peut être adopté indistinctement dans une région quelconque de la France.

Ainsi s'est accentué le caractère historique de notre étude ; qu'elle soit du moins l'expression exacte d'une réalité disparue et qui dort maintenant dans les archives poussiéreuses des notaires.

Le Limousin

limites, ressort, sa place dans les pays

de droit écrit

La plus grosse partie du Limousin a été englobée dans le département de la Corrèze : les limites actuelles de ce département nous donnent les limites anciennes sud-ouest et sud-est de cette province. Ajoutons, à l'angle nord-ouest de ce triangle, la partie sud du département de la Haute-Vienne et à l'angle nord-est une toute petite partie du sud de la Creuse : nous avons notre ancienne province reconstituée dans sa forme générale de cœur : Tulle et Brive à la pointe, vers le Midi, Limoges et Ussel au centre des deux parties hautes.

Ces limites administratives étaient assez nettement fixées ; des difficultés surgissaient tout de même pour des compétences territoriales incertaines (1).

Au point de vue judiciaire, le Limousin dépen-

(1) Documents limousins des Archives de Bordeaux.

daît du Parlement de Bordeaux (1). Les localités les plus importantes : Limoges, Tulle, Brive avaient un présidial avec une compétence plus étendue que les sénéchaussées, présidial qui relevait directement du Parlement de Bordeaux.

Nous sommes donc dans un pays de droit écrit, et la ligne qui le sépare au nord de la Marche, pays de droit coutumier relevant du Parlement de Paris, est à peu de chose près la limite de la province. Cette ligne n'est pas seulement une division administrative et judiciaire, mais elle correspond encore à des vérités plus profondes. Elle coïncide en effet avec celle de partage des eaux du bassin de la Garonne et de la Loire ; de la vallée de la Vienne elle n'enserme au sud que la partie supérieure où la rivière naissante hésite encore entre les deux bassins. La population n'est pas la même au nord et au sud de cette ligne : la race, les coutumes, la langue sont différentes.

Pour notre Limousin la séparation en pays de droit écrit et pays de droit coutumier n'est donc pas

(1) Doléances des corporations et corps constitués de Limoges 1789 dans : « Nouveaux documents historiques sur la Marche et le Limousin », Alfred LEROUX.

La création d'un Parlement à Limoges est réclamée :

1^o Par le corps des officiers de la Monnaie de Limoges ;

2^o Par les notaires royaux : « *Il serait même à propos d'établir un conseil souverain dans la capitale de chaque province pour éviter au public la nécessité de se déplacer à grands frais pour solliciter des jugements de la Cour de Parlement à cent lieues et plus de son domicile* » ;

3^o Par la communauté des procureurs du présidial de Limoges.

artificielle, mais solide, parce que basée sur des réalités.

Cependant, il ne faut pas croire à une barrière étanche, droit écrit au midi, droit coutumier au nord. Bien des éléments concourent à la pénétration réciproque des deux droits. Des îlots soumis au droit coutumier se trouvaient isolés en pays de droit écrit ; de plus, certaines coutumes propres à notre Limousin : Haute-Marche, Auvergne, adoptaient le régime dotal comme régime de droit commun, sous certaines nuances ou modifications (1). Si l'on remarque que pays de droit écrit et pays de droit coutumier se caractérisent surtout par leurs conventions matrimoniales, on voit combien l'opposition la plus marquée des deux droits s'estompe : nous verrons enfin comment le ressort du Parlement de Bordeaux tend à adopter du point de vue du régime matrimonial les mêmes solutions que le droit coutumier.

Le Limousin apparaît ainsi comme une province homogène, tournée vers le Midi, mais que sa position limitrophe devrait soumettre de quelque manière aux influences des coutumes du Nord.

RAISONS DU CHOIX DES LOCALITÉS

Pour l'étude des contrats de mariage dotaux, nous avons choisi quatre localités : Limoges, Brive,

(1) Sur ces chevauchements, v. LAROMBIÈRE : Le régime dotal et la coutume de la Haute-Marche, p. 3.

Treignac et Meymac. D'abord à cause de leur équilibre géographique à l'intérieur de notre ancien Limousin : Limoges et Meymac sont situés dans les deux parties en saillie au nord, Brive est à l'extrémité sud, Treignac au centre (1). L'« Y » que forment ces quatre localités dessine comme la charpente de notre province. Ensuite pour avoir une vue des contrats de mariage dotaux passés dans des conditions de vie diverses et par des gens de classes différentes : Limoges, grande ville, industrielle et commerçante déjà avant la révolution ; Brive, assez indolente, bourgeoise ; Treignac et Meymac, petits bourgs tout près de la vie des champs.

(1) Les formules que nous retrouvons partout, nous les avons généralement copiées à Treignac.

CHAPITRE I

Le Régime Dotal dans les Contrats de Mariage limousins antérieurs à la Révolution

§ 1^{er}. — *Contrats dotaux et non dotaux. — Nombre respectif.*

Pour que les contrats de mariage étudiés livrent des renseignements comparables, nous les avons choisis dans les années d'une même époque 1780-1788. Nous aurons ainsi l'état du régime dotal dans la pratique notariale pour la période qui a précédé immédiatement la révolution.

Et, afin que ces renseignements aient une valeur suffisante de généralité, nous avons, presque toujours, parcouru les minutes de deux années consécutives pour y lire tous les contrats dotaux. Il est bien rare que les habitudes d'un notaire, ses clauses préférées ou les clauses que sa clientèle lui impose,

n'aient pas l'occasion de se manifester dans un tel laps de temps.

La première question qui se pose lorsqu'on a dépouillé ainsi les archives et mis de côté les contrats de mariage est celle de savoir quelle est la proportion des contrats par rapport au nombre des mariages. Pour notre époque, nous n'avons aucune statistique qui puisse nous renseigner. Remarquons qu'une telle enquête ne peut donner des chiffres quelque peu précis que si elle est faite sur une vaste région ou sur la population agglomérée d'une ville : à la campagne, les notaires reçoivent les contrats des futurs époux qui souvent vont se marier dans une localité voisine : il n'y a pas un notaire par église.

A défaut de précisions, nous pouvons donner ces quelques indications :

Aujourd'hui encore, les ouvriers ne font pas de contrat de mariage, les paysans presque toujours. Cette habitude est très ancienne, et, de fait, nous constatons combien reviennent souvent, même dans les contrats des villes, les termes de laboureur, métayer, travailleur de terre, journalier ; d'ouvrier, presque pas.

Il est possible aussi que toutes les conventions de mariage n'aient pas été passées devant notaire. Aujourd'hui encore, bien des paysans pensent pouvoir se dispenser de la forme authentique et jugent qu'un « papier » est suffisant pour arrêter les conditions du mariage projeté. De semblables règle-

ments ont existé (1). La tradition nous a conservé le souvenir de difficultés nées de ce procédé simplifié. Ce sont là des documents introuvables, malheureusement, car on pourrait y découvrir, peut-être, des conventions curieuses qui marqueraient mieux qu'un contrat solennel, fortement modelé par le droit en usage et les habitudes notariales, les tendances profondes de notre Limousin et ses conceptions propres du contrat de mariage.

Peut-être, dans ces contrats sous seings privés, y en a-t-il qui excluaient la dotalité ; en tous cas, s'il n'y a pas du tout de contrat, tous les biens sont pa-

(1) « *Que lorsque la dot est d'une somme certaine et limitée, la confession du mari de l'avoir reçue, faite par écriture privée n'a pas moins de force que si elle est faite par acte public* ». Attestation de 1685 sur Salviat, Jurisprudence du Parlement de Bordeaux, p. 27, Salviat ajoute, p. 219 : « *Notre Parlement veut que les actes aient force de loi entre les contractants, mais empêche que des tiers, surtout des créanciers, ne soient fraudés par des connivences qui pourraient être faites.* »

Les conventions sous seing privé relatives à une dot certaine ont donc valeur entre les parties ; et « une donation faite à une fille n'est pas moins régulière que si elle l'avait été dans un acte public », SALVIAT, p. 218.

ROUSSILHE. Traité de la dot, tome I, p. 81, n'admet pas ces conventions de mariage sous seing privé comme valables : « *Que doit-on décider s'il paraissait des preuves par écrit, mais sous seing privé, qu'on avait fait avant le mariage telle convention et qu'on ne la rédigeât ensuite, devant notaire, après le mariage célébré ? Il ne peut être de doute que cela ne fût nul* ». Roussilhe rejette donc en bloc comme nulles toutes conventions relatives au mariage qui ne sont pas notariées. Le parlement de Bordeaux était plus large et admettait la ratification postérieure au mariage : « *Il est certain que les articles, quoique remis postérieurement au mariage entre les mains d'un notaire, pourvu que ce soit du vivant des deux conjoints, ont autant d'autorité que s'ils avaient été passés devant notaire* ». SALVIAT, p. 218.

paraphernaux (1), c'est en somme un régime de séparation de biens.

Cette exclusion de la dotalité par absence de contrat n'est pas la seule. Elle existe aussi par la volonté des futurs époux.

En dehors des trois cent contrats environ que nous avons consultés pour l'époque anté-révolutionnaire, nous en avons relevé six de paraphernaux purs.

Remarquons que ces rares abandons de la dotalité se produisent surtout dans le sud de notre province : un à Treignac, un à Meymac, et quatre à Brive (2), et lorsque les futurs époux sont sans ascendants, et majeurs.

Ainsi n'est-il pas possible de dire que le régime dotal est toujours adopté ; les futurs époux savent l'écartier lorsqu'ils sont libérés de leurs familles.

Un peu plus nombreuses sont les clauses de paraphernalité partielle ; nous en relevons onze dans les contrats de mariage de notre époque. S'il est impossible de marquer pour celles-ci une fréquence plus grande par rapport au lieu, du moins les raisons qui

(1) La question avait été résolue dans ce sens. La controverse est résumée dans FURGOLE. Questions sur les donations, 25.

(2) ...« Déclare aussi vouloir se réserver comme elle se réserve ladite constitution et tous ses autres biens comme paraphernaux et extra-dotaux »... Treignac, 17 janvier 1780.

...« Laquelle constitution, le montant des biens et droits de la future épouse, elle se réserve comme biens paraphernaux et extra-dotaux »... Brive, 23 janvier 1780.

les font adopter sont-elles toujours les mêmes : le lien de la famille s'est détendu (1).

Ces clauses existent le plus souvent dans les contrats de mariage où la femme n'ayant plus de famille se constitue tous ses biens présents et à venir. Nous en trouvons aussi qui se rapportent à une portion des biens que la future épouse vient de se constituer en dot : généralement, des animaux ou une petite somme qu'elle veut administrer à son gré (2).

Donc, dans la majorité des cas : régime dotal, cependant quelques exceptions provenant soit d'absence de contrat de mariage, soit de la volonté des futurs époux qui adoptent alors non pas un régime de

(1) La femme se réserve toujours la jouissance de ses biens paraphernaux ; les formules se ressemblent d'ailleurs beaucoup.

...« Future se réserve... comme paraphernaux et extra-dotaux pour en faire la recherche, les vendre, céder, toucher le montant en concéder quittance et décharges valables aux débiteurs ou acquéreurs indépendamment de l'autorité maritale »... Limoges, 24 mai 1788.

...« Future se réserve... comme paraphernaux et extra-dotaux pour les lever et en disposer comme bon lui semblera sans la participation et consentement de son dit futur époux même de les vendre et ainsy qu'elle avisera bon être »... Brive, 23 janvier 1

...« Tout quoy ladite future épouse déclare se réserver comme bien paraphernal et extra-dotal pour en faire et disposer ainsy qu'elle avisera, tant en capital qu'en revenus sans l'autorité et participation de ses dits beau-père et mary futurs »... Treignac, 17 janvier 1780.

La jouissance des paraphernaux appartenait d'ailleurs à la femme de plein droit, sauf dans la coutume de Bordeaux, où elle appartenait au mari, à moins qu'il y ait expressément renoncé. Article 42, Coutume de Bordeaux.

(2) Une jeune femme majeure, orpheline, après s'être constitué tous ses biens meubles, ajoute : « La dite future se réserve comme extradotale une somme de... due par N..., provenant d'argent qu'elle luy a prêté pour achats de brebis à croît et profit communs ». Brive, 16 novembre 1780.

communauté, parfaitement inconnu comme base de contrat, mais un régime de séparation de biens.

§ 2. — *Caractères généraux des contrats dotaux.*

a) Leurs deux formes (1).

Un des caractères qui frappe d'abord à la lecture des contrats de 1780-1788 c'est leur conformité à deux types essentiels que l'on retrouve partout sous une forme à peine modifiée :

Dot à la future épouse, donation au fils ;

Dot au fils, donation à la future épouse ;

Ces deux formules recouvrent la même réalité : dans les deux cas la future épouse reçoit des biens frappés de dotalité qu'ils soient désignés par les mots dot ou donation tandis que ceux du fils qu'ils constituent une « dot » ou une donation ne présentent jamais ce caractère dotal. Si nous avons tenu à noter ces deux formules c'est à cause de leur existence dans tous nos contrats, et aussi parce que si elles n'ont aucune influence sur la nature juridique des biens des futurs époux elles marquent la tendance de nos Limousins à ne pas voir de différence entre dot de la femme et dot du mari : les caractères si spéciaux de la dotalité, ils ne les ont pas en vue. En fait la dot de la femme ne diffère pas de celle du

(1) Voir annexe 1, la copie de deux contrats. On pourra voir ainsi d'un seul coup d'œil les schémas types de nos contrats. Dans le premier, c'est la femme qui reçoit une dot et le mari une donation, et vice-versa dans le second.

mari : les mêmes biens la constituent, la même protection par des mêmes procédés est attribuée à ceux-ci, les mêmes formes enfin servent indistinctement dans les deux cas (1).

Deux formules parce que chacune s'applique à un cas différent : la première à celui où la fille quitte sa maison ; la seconde à celui où elle y reste, mariée.

Le mariage projeté est visé toujours par les mêmes formules comme étant la raison de ces apports réciproques : « en faveur dudit mariage, en faveur et contemplation dudit mariage ».

Ces formules nous amènent à étudier un point de la jurisprudence du Parlement de Bordeaux assez différente en cela de la jurisprudence actuelle.

Aujourd'hui, la question de la dotalité est réglée par deux textes du Code civil : les art. 1392 et 1541. Le premier exige une soumission expresse au régime dotal pour que celui-ci existe. En Limousin, pays de droit écrit, cette question ne se posait pas : le régime dotal était de droit commun (1), tout con-

(1) Par exemple : ...« au traité duquel et pour en supporter les charges, ledit N... a constitué en dot pour biens paternels et maternels audit N..., son fils, futur époux... Et en faveur dudit mariage, ledit X... fait par ces présentes don et donation entre vifs irrévocables et pour cause de noces à ladite X..., sa fille future épouse... »

A Brive, la ressemblance est encore plus fortement marquée, la constitution de dot à la fille étant faite, le contrat poursuit : ... « et en même faveur et contemplation dudit mariage »...

(2) A Limoges, tout près en somme de la limite des pays de droit coutumier, nous relevons souvent cette formule : ...« le tout conformément à la disposition du droit écrit qui régit cette province auquel les parties se soumettent et ont par exprès renoncé à toutes coutumes et usages à ce contraires »...

trat était dotal ; mais il fallait tout de même déterminer quels biens seraient soumis à la dotalité à l'intérieur de ce contrat, dotal par définition. Le second de nos textes, art. 1541 répond aujourd'hui à cette question : « Tout ce que la femme se constitue ou qui lui est donné en contrat de mariage est dotal. » La jurisprudence du Parlement de Bordeaux était plus exigeante que ce texte : il ne suffisait pas que la femme se constituât des biens ou qu'elle en reçût pour que ces biens fussent dotaux. Une attestation du barreau de Bordeaux du 10 septembre 1772 s'exprime : « Que dans notre ressort on regarde comme dotal tout ce qui est donné à une femme en faveur et contemplation de son mariage, ou pour supporter les charges d'icelui, quand même la constitution ne serait pas expresse, qu'on n'aurait employé ni le terme de constitution, ni celui de dot ». (Sur Salviat, p. 190). Salviat nous explique cette attestation : « Les termes de dot ni de constitution ne sont pas sacramentels suivant la loi *quid autem, ff. de jure dotium*... Si on passe un contrat, ceux-là seuls (biens de la femme) sont dotaux qui sont expressément destinés pour l'être. Mais suivant l'attestation, les expressions « qu'on donne telle chose en faveur et contemplation du mariage, ou pour supporter les charges du mariage, ou autres équivalentes sont suffisantes ».

De tout ceci il paraît résulter que les expressions « dot » ou « constitution » ne sont pas exigées, mais que les biens donnés ou reçus doivent être désignés clairement comme constituant la dot, par

des expressions qui, sans erreur possible, indiquent la nature de ces biens.

Roussilhe, traité de la dot, p. 165, s'est inspiré de Furgole. Celui-ci dans ses questions sur les donations q. XXV, p. 196, rapporte un arrêt du Parlement de Toulouse, du 6 juillet 1784, qui confirme la façon de voir du Parlement de Bordeaux : la mère faisait une donation à sa fille, mais il n'y avait point de clause portant que celle-ci se constituait en dot ces biens ainsi donnés. Aujourd'hui ces biens seraient dotaux (art. 1541). Le Parlement de Toulouse n'en décide pas ainsi et considère ces biens comme paraphernaux. Pour faire admettre la dotalité de ces biens, on avait cependant allégué que dans le Rouergue où le contrat de mariage en question avait été passé, « on considère comme dotal tout ce qui est donné à la future épouse dans son contrat de mariage; quoiqu'elle ne se constitue pas par convention expresse les biens qui lui sont donnés ».

Donc, à la place de la présomption de l'art. 1541, qui déclare dotaux les biens donnés ou constitués sans formalisme aucun, la jurisprudence du Parlement de Bordeaux exigeait dans les mêmes cas un certain formalisme, certes bien vague, et qui ne s'explique guère que par les raisons historiques données par Furgole.

Les formules notariales que nous trouvons dans nos contrats coïncident exactement avec ces exigences du Parlement bordelais (1).

(1) A. Meymac et seulement dans quelques contrats où l'aïeul est donateur, la rédaction est : ...« *Et ledit mariage étant agréable* »....

Nous constaterons qu'il ne faut pas voir dans cette similitude de formes entre la dot de la femme et la donation au mari une simple routine de rédaction, mais que les différences juridiques si marquées entre la dot de la femme et du mari s'estompent au contact de certaines habitudes de vie très courantes dans notre ancienne province.

b) Conventions d'habitation.

Un souci constant de la part des parents — et que nous retrouvons dans la presque totalité de nos contrats — est celui d'assurer une habitation ou une exploitation aux nouveaux mariés.

Les conventions qui y ont trait, nous les trouvons aussi bien dans les contrats de bourgeois et de nobles que dans ceux de paysans. Dans le premier cas il n'est fait mention que de l'habitation (1) ; dans le second les droits des futurs époux dans l'exploitation du domaine sont exactement déterminés (2).

Nous trouvons donc dans chaque contrat de mariage un des conjoints qui vient se fixer dans sa belle-famille : à celui-là, garçon ou fille, on remettra une dot ; celui qui reste avec ses parents, — c'est presque toujours l'aîné — recevra une dona-

(1) La formule générale est la suivante : *«... Lesdits futurs époux iront faire leur habitation en la demeure de »...*

(2) Ce sont toujours à peu près les mêmes formules et les mêmes droits : *«... Dans les étables duquel ledit futur époux pourra tenir tant en hiver qu'en été vingt bêtes à laine et fourr annuellement un nouvelin pendant huit jours dont le croît et produit lui appartiendra, sauf de la laine et de la paille qui tournera au profit desdits N... et X... »* Treignac, 20 janvier 1780.

tion. Pas une seule fois ce balancement n'est rompu, et la définition de la dot : biens apportés par la femme au mari pour subvenir aux charges du ménage, paraît moins vraie que celle qui est imposée à l'esprit par nos contrats : biens apportés pour subvenir aux dépenses du ménage par celui des époux qui quitte sa famille. Et encore verrons-nous qu'il serait mieux de se placer au point de vue des parents qui reçoivent le nouveau ménage pour chercher à définir la dot d'après l'idée que s'en faisaient les Limousins d'autrefois.

c) Conventions relatives à l'usufruit de la dot et de la donation.

Tout s'enchaîne dans nos contrats. Nous avons vu comment, à la dot et à la donation, répondent inmanquablement, comme un écho, donation et dot. Nous venons de constater l'existence générale de conventions relatives à l'habitation. Là encore, il y a un contrepoids : c'est la jouissance que se réservent les parents donateurs, c'est-à-dire ceux qui reçoivent les nouveaux époux, de la dot de leur gendre ou bru, et des biens qu'ils viennent de donner à leurs enfants en contre-partie (1).

(1) Cette formule est la même dans tous les contrats : la donation est faite sous certaines conditions, *« et sous la réserve que se fait le donateur de l'usufruit sa vie durant tant des biens présentement donnés que constitués »*...

Cet équilibre, habitation usufruit, est nettement marqué dans ce contrat de Treignac : *« ledit intérêt ainsi que celui de la constitution de ladite N... devant rester au profit desdits donateurs en considération de la nourriture »*... 25 avril 1785.

Donc, rien qui soit instable dans nos contrats. Chaque prestation reçoit son équivalent, ce qui leur donne l'aspect d'un édifice achevé et cohérent.

d) Conventions de travail et de nourriture.

Cette recherche de la justice, de l'harmonie, nous la retrouvons encore dans deux conventions relatives au travail des futurs époux et à leur nourriture dans la maison où ils sont venus habiter (1) ; travail des époux d'un côté, nourriture et entretien de l'autre, on estime que les deux choses se valent.

Ces clauses existent dans la plupart de nos contrats, et, en tout cas, dans tous ceux qui contiennent une réserve d'usufruit, et non seulement dans les contrats de mariage de cultivateurs, mais aussi bien dans ceux de marchands (Treignac, 20 juin 1780), de chirurgiens (Limoges, 22 décembre 1788), de nobles (Treignac, 25 août 1785). Nous verrons, en effet, que cette communauté de ressources et de dépenses remplace assez bien, même chez des gens ne vivant pas du travail de leurs bras, la société

(1) Cette clause fait suite à la précédente relative à la réserve d'usufruit... « en nourrissant et entretenant les époux futurs et leurs descendants, ceux-ci travaillant de leur possible au profit et à la compagnie dudit donateur »... Treignac. A Brive, la forme diffère un peu : ...« en par lui nourrissant et entretenant lesdits époux futurs et leur famille s'il en survient, et par iceux futurs époux rapportant le fruit de leurs travaux, revenus et industrie auxdits donateurs »... Nous trouvons à Meymac, 26 janvier 1780, un contrat contenant renonciation expresse à ce rapport de travail : ...« en par luy nourrissant et entretenant... sans que lesdits futurs époux soient assujettis à aucun rapport de travail et industrie, à quoy ledit N... a renoncé, ce qui a été accepté et stipulé par toutes les parties »...

d'acquêts encore peu répandue, ou crée, en tous cas, une atmosphère favorable à son éclosion prochaine.

Mais ce sont là des stipulations qui ont bien peu de rapport avec les clauses essentielles d'un contrat de mariage : ce sont choses de la vie domestique et qui n'aiment pas être serrées de si près par la convention. Aussi, les procès autour de cette clause sont-ils nombreux, ce qui prouve d'ailleurs qu'elle recouvrait des habitudes toujours vivantes et que les notaires ne l'inséraient pas seulement par routine.

Il arrive que les nouveaux époux ne peuvent s'entendre avec leurs parents, ou bien leur besoin d'indépendance les pousse à quitter le toit paternel. Les parents ne se voient pas privés de bras jeunes, sur lesquels ils comptaient peut-être pour soutenir leur vieillesse, sans récriminations. Et la jurisprudence nous fournit des exemples abondants de ces difficultés nées de l'adoption de ces clauses, qu'il s'agisse soit d'acquisitions faites en commun, soit d'une demande de rente par le jeune ménage qui prétend que la séparation est devenue inévitable, soit d'une répétition exercée par le mari pour des sommes indûment touchées par ses beaux-parents. (Cour d'Appel de Limoges, arrêts des 26 décembre 1820, 20 novembre 1854, Répertoire de jurisprudence civile, Pénicaud, Limoges).

L'obligation prise par le futur époux de rapporter à la famille qui l'héberge ses gains, travaux et

industrie, ne le privait pas de la possibilité de faire des acquisitions en son nom personnel ; mais alors, il devait lui tenir compte des sommes qu'elles avaient coûtées (1), même lorsque ces acquisitions ont été faites en commun avec elle (2).

Voici les lignes essentielles des contrats limousins et qui restent semblables à travers toute la province :

Si un mariage se réalise, la première question qui se pose est celle de savoir qui, du futur époux ou de la future épouse, « ira gendre » ou belle-fille. Cette question résolue, les autres clauses du contrat se coordonnent suivant un schéma constant : une dot compensée par une donation, une réserve d'usufruit de ces biens en face de l'octroi de l'habitation, enfin le travail équilibré par l'entretien.

Dans tout cela, avait-on bien en vue les caractères essentiels de la dot ?

Quelle était la conception qu'en avaient nos vieux Limousins, c'est là ce que nous allons chercher à connaître à travers les clauses de nos anciens contrats.

(1) Ici est marquée la notion de récompense, inhérente à celle de communauté. Nous verrons que cette communauté a son centre surtout en dehors des époux : « entre eux et leurs auteurs chez qui ils habitent ».

(2) Cour d'Appel de Limoges. Arrêt du 26 décembre 1820 relatif à cette clause d'apport, de gains et travaux dans un contrat dotal antérieur à la révolution. Répertoire de jurisprudence civile. PÉNICAUD.

§ 3. — *Caractères de la dot.*

Nous voudrions parler de la dot proprement dite, celle que la future épouse se constitue ou que les parents lui constituent. Mais, notons-le encore une fois, les caractères de cette dot, tels qu'ils ressortent de l'étude de nos contrats, s'appliquent parfaitement à la dot que reçoit ou apporte l'époux futur.

a) Biens remis en dot.

La dot consiste presque toujours en meubles. Dans les contrats de la période 1870-1788, nous n'en avons trouvé qu'un où la constitution faite à la future épouse soit un immeuble (1).

Cette coutume est générale, et c'est le plus souvent par testament que le père ou la mère laissent à titre de supplément de légitime une terre ou une maison à leurs filles : notre Limousin n'adopte pas, d'une façon générale, l'usage d'exclure les filles dotées de toute participation aux libéralités testamentaires (2). Elle s'explique d'ailleurs par ce fait que nous avons vu : la dot est remise à celui qui quitte sa famille ; on réservera donc la maison, le domaine où l'on vit, pour les enfants qui s'y établiront, mariés.

Plusieurs variétés de meubles : en dehors d'une

(1) Treignac, 24 janv. 1780.

(2) LOUIS GUIBERT : La famille limousine d'autrefois d'après les testaments et la coutume, p. 41.

certaine somme d'argent (1), la future épouse reçoit des objets mobiliers, toujours les mêmes (2), et parfois quelques brebis.

Donc, une dot toujours mobilière. Quelle sera la garantie accordée à la femme ?

Indiquons brièvement d'abord quelle était sur ce point la jurisprudence du Parlement de Bordeaux.

Il considérait comme inaliénables tous les biens dotaux de la femme, meubles et immeubles. Les attestations dans ce sens rappelées par Salvat sont nombreuses (3).

Pratiquement, d'ailleurs, la question a moins d'importance qu'il ne semble au premier abord. Cette prohibition totale d'aliéner est bien peu protectrice pour la femme puisque le mari, s'il reçoit les fonds dotaux, pourra en disposer en vertu de

(1) A Limoges la formule est : ... « en louis d'argent et de monnoie courante »...

(2) On les appelle « suites » ou « seguelles » (sequere), par exemple : ... « une somme de quatre cents livres et une suite composée de : un pot de fonte tenans trois seaux, un coffre en bois de menuiserie et tenans trois septiers, six linceuls, trois de bouyradis (fil et coton) du païs, moitié de quatre aulnes, moitié de trois aulnes, un lit à la mode de la campagne, trois brebis mairées »... Meymac, 21 février 1781. Ces brebis sont généralement propres à la femme : petit pécule paraphernal qu'elle administre comme bon lui semble : ... « lui'a constitué deux brebis mairées qui seront propres à la future épouse et dont elle pourra disposer en capital et revenu ainsi qu'elle avisera » ... Treignac, 25 janv. 1780.

(3) Le Parlement de Bordeaux était d'ailleurs le seul en pays de droit écrit qui adoptât ce système : les autres donnaient au mari le droit d'aliéner à son gré la dot mobilière, protégée à l'égard de la femme par le Vellein. C'est cette jurisprudence qui, reprise par la Cour de cassation dès 1837, règle aujourd'hui la question de l'inaliénabilité de la dot mobilière. Cf. AUDUBERT : Le régime dotal d'après la coutume et la jurisprudence du Parlement de Bordeaux. — Thèse Paris 1918.

son droit de quasi-usufruit. Et à quoi pourraient servir l'hypothèque générale de la femme sur les biens de son mari (1), l'interdiction de renoncer à cette hypothèque (2) et le senatus consulte Velleïn (3), tout cet ensemble de mesures qui se chevauchent et se complètent, si le mari n'a aucun bien qui puisse garantir la restitution de la dot ?

Ainsi, malgré l'appareil des lois romaines, la dot, à cause de son caractère constamment mobilier, n'est pas toujours en sécurité. Comment écarter ces risques de disparition ?

Le plus simple paraît être la clause d'emploi. Mais nous n'en trouvons aucune trace dans nos contrats ; il semble cependant qu'elle devait être

(1) La loi « assiduis » donnait à la dot de la femme la préférence sur tous les créanciers hypothécaires antérieurs au contrat de mariage. Le Parlement de Toulouse était le seul qui lui ait conservé ce privilège, encore ne le faisait-il que sous certaines modifications. Dans le ressort du Parlement de Bordeaux la femme n'a hypothèque sur les biens de son mari que du jour du contrat de mariage. LAPEYRÈRE, Lettre H. n° 70 et P. n° 104.

(2) Cette interdiction se trouve aussi dans la coutume de Bordeaux art. LIII.

(3) Les femmes jouissaient du privilège du senatus consulte Velleïn nonobstant l'édit de 1606 qui n'avait pas été enregistré au Parlement de Bordeaux. SALVIAT, loc. cit., p. 498 et s. Cependant, nous trouvons de nombreuses clauses de renonciation dans nos contrats : « ... *renonçant par cet effet à tous bénéfices de droit même et par exprès ladite N...* (mère du futur époux, laquelle ayant reçu la dot de sa bru, hypothèque ses biens) *à toutes lois et privilèges introduits en faveur du sexe* »... Mais si la pratique notariale ne l'insère pas dans tous les contrats, elle y est tout de même sous-entendue. Le senatus consulte Velleïn s'achemine vers sa disparition totale.

d'autant plus adoptée qu'il y a davantage de dots mobilières. Non. La pratique notariale l'ignore (1).

C'est par un autre procédé qu'elle arrivera à la protection nécessaire de la dot de la future épouse. Nous touchons là une coutume bien caractéristique dans nos contrats. Elle s'explique d'abord par le besoin de garder sauve la dot de la femme, mais aussi par les habitudes de vie des habitants de notre ancienne province.

b) Remise de la dot aux beaux-parents.

La dot — que la future épouse ou le futur époux apportent ou qui leur est constituée — est toujours remise aux beaux-parents (2). Ils la reçoivent et en donnent quittance (3). Comme dans tous les contrats notariés, l'hypothèque — l'assignat — qu'ils confèrent sur leurs biens est générale (4).

Ainsi, quel que soit l'âge du futur époux, tant qu'il y a un chef de famille, il ne peut rien possé-

(1) SALVIAT n'en parle pas non plus. Cf. cependant ROUSSILHE, *Traité de la Dot*, numéros 184 et s.

(2) Cependant s'ils sont décédés, que les enfants ne soient pas majeurs, et qu'il y ait un autre parent qui fasse une donation c'est à lui que la dot sera remise. Treignac, 21 décembre 1780.

(3) Voici la formule courante : « *Ledit N... a payé ... auxdits X... père et fils qui ont retiré le tout après due vérification dont quittance et assignat, tant de ce qu'ils viennent de recevoir que de l'exécution de ladite constitution payé qu'il soit, sur tous et chacun leurs biens présents et à venir pour le cas de restitution s'il arrivoit...* »

(4) A Brive la formule est : ... « *et pour l'exécution et entretènement de tout ce que dessus lesdites parties sous mutuelle stipulation et affectation ont obligé leurs biens* ». La première assignation spéciale que nous trouvons est du 5 octobre 1780. Un beau-père assigne sur tous ses biens et « *particulièrement sur un petit quarteron de terre* ».

der en propre. Notons ici une coutume relevée par Louis Guibert et qui, aussi bien qu'un lourd appareil de lois, a pu arrêter la dispersion des dots mobilières : « La dot, qu'au mariage la femme a reçue de son père, est inaliénable durant la vie de ce dernier, sans son consentement exprès. Toutefois, si les époux ont eu un enfant qui ait vécu un jour et une nuit, la dot leur est acquise et le mari peut en disposer avec l'adhésion de sa femme » (1). Bien entendu, à condition que ses parents qui en étaient détenteurs soient décédés.

c) Fraction de la dot payée comptant.

La dot est encore protégée — automatiquement cette fois — par ce fait qu'elle n'est jamais versée tout entière lors du contrat de mariage. Souvent, la plus grosse partie de nos contrats de mariage est remplie par des stipulations de termes, échelonnés sur de nombreuses années (2). Parfois, le donateur,

(1) LOUIS GUIBERT, p. 41.

* (2) Par exemple, la dot est de trois cent soixante-quinze livres : ... « ont promis et se sont obligés la payer, audit N... futur époux : sçavoir la somme de soixante-quinze livres et la susdite suite en espèces et telle qu'elle est cy-dessus expliquée au jour et fette de la Saint Michel prochain venant et pour les trois cents livres restant promettent sollidairement comme dessus la payer audit N... sçavoir celle de soixante-dix livres au dit jour de ladite Saint-Michel en un an et ainsy d'en an le dernier couru de ce qu'il se trouvera, sans intérêt pendant le cours d'iceux qui à défaut de payement cy-dessus expliqué, courra de sa nature conformément à l'ordonnance »... Meymac, 24 août 1783. La rédaction est souvent plus confuse et les termes convenus plus nombreux !

retarde la délivrance de la dot jusqu'au moment de son décès (1).

Il arrivait que l'ascendant donateur oubliât les termes fixés au contrat, et nombreuses étaient les dots qui se réduisaient au premier versement fait comptant et aux « suites » livrées avec lui au moment du contrat. Heureusement, la jurisprudence du Parlement de Bordeaux était-elle sur ce point beaucoup moins sévère pour le mari que celle du Parlement de Paris (2) : à l'égard de la dot, la femme n'avait jamais le droit de réclamer que ce qu'elle justifiait avoir été reçu par le mari (3). L'adage « qui doit à terme ne doit pas » a toujours été pris par les habitants de notre région dans un sens un peu trop favorable à leur désir de conserver le plus d'argent possible par devers eux.

Voilà par quels procédés les dots mobilières étaient en fait à l'abri des dilapidations du jeune ménage. Remises à des personnes d'âge mûr qui ont des économies, une exploitation en train, des

(1) ... « Laquelle somme ne sera payée qu'après le décès de ladite N... laquelle s'en réserve le revenu jusqu'à lors de son décès »... Brive, 9 janv. 1780.

(2) Le mari n'est pas présumé en avoir été payé après 10 ans. Le Parlement ne suivait pas, en cela, la disposition de l'authentique « quod locum » à la différence du Parlement de Paris. SALVIAT, loc. cit., p. 197.

(3) « Considérant qu'il n'est pas établi que N... ait reçu autre chose que les trois cent trente-six livres et le mobilier que s'était constitué X... et que suivant la jurisprudence du Parlement de Bordeaux sous l'empire de laquelle le mariage a été contracté (les époux étaient de Brive) le mari n'était tenu du remboursement de la dot qu'autant qu'il était justifié qu'il l'avait reçue ». Recueil d'arrêts de la Cour royale de Limoges, Limoges 1822, p. 501.

immeubles peut-être, et qui les garantissent sur tout cet actif, elles sont mieux protégées que par des lois romaines qui tombent dans le vide, dans le cas très fréquent où, au moment de son mariage, le futur époux n'a pas d'immeubles.

La tradition parle encore de parents qui se servaient de ces sommes reçues pour doter leurs autres enfants et les désintéresser (1). Mais nous n'avons pas pu trouver dans nos contrats de clause qui indiquât le mécanisme de cette distribution par le chef de famille.

Pour achever l'étude de la dot, nous n'avons plus que deux questions à examiner qui, celles-là, se rapportent à la dot au sens restreint du mot, à la dot constituée à la future épouse.

d) Constitution de la dot.

C'est le père qui dote sa fille dans tous les contrats où il comparaît. Il y est tenu comme dans tous les pays de droit écrit. La mère, lorsqu'elle est devenue veuve et bien qu'elle n'y soit pas obligée, dote tout de même sa fille (2).

Nous voyons aussi des frères doter leurs sœurs : ils réalisent par là une clause de leur contrat de mariage, où ils s'étaient engagés, en recevant une donation de leurs parents, à fournir la légitime de

(1) BLANC. Thèse Paris 1905.

(2) ... « *Ladite a constitué en dot à son fils futur époux et acceptant la somme de savoir de son chef celle de et du chef dudit feu N... son mary mort intestat, celle de* ». Brive, 21 septembre 1780.

leurs sœurs, au moment de leurs mariages. Ils constituent aussi des dots à leurs sœurs sans y être obligés par contrat, mais seulement par les mœurs (1).

Généralement, la dot est constituée par le père « pour droits paternels et maternels ». Dans ce cas, la dot tombait à la charge du père et de la mère, chacun pour moitié, et sans qu'il y ait eu stipulation particulière de la part de celle-ci (2). Cependant, nous trouvons quelques rares contrats où la mère constitue de son chef une dot à sa fille (3). Dans ce cas, elle est tenue de payer la constitution malgré la protection du *senatus consultum Vellein* (4).

Nous n'avons pas trouvé une seule constitution faite par la mère seule, alors que son mari comparait, et pas davantage de clause d'imputation sur la succession du prémourant.

e) Restitution de la dot.

Ce n'est pas toujours la dot constituée lors du contrat de mariage qui doit être restituée : à la différence de notre Code civil, article 1543, la jurisprudence du Parlement de Bordeaux admettait la possibilité de l'augmenter au cours du mariage et

(1) ... « Pour l'amitié qu'il porte à la dite N... sa sœur, épouse future ». Treignac, 25 janv. 1780.

(2) SALVIAT, p. 191.

(3) Meymac, 4 février 1783.

(4) LAPEYRÈRE : Décisions sommaires du Palais, lettre D, n° 118, Bordeaux, 1749.

même de la constituer. Cette faculté est accordée non seulement aux tiers, mais à la femme elle-même (1).

Dans tous nos contrats, la future épouse reçoit une dot ; ce n'est qu'indirectement que nous aurions pu constater les augmentations faites au cours du mariage. Nous n'en avons en tous cas relevé aucune trace dans nos contrats. Cette coutume devait être assez peu répandue dans notre province.

Les objets mobiliers faisant partie de la dot de la femme sont parfois estimés, ce qui donnerait au mari le pouvoir de les aliéner : il n'est plus débiteur que de cette somme à laquelle ils ont été estimés. Mais cette clause ne doit avoir d'autre but que d'asseoir les droits de contrôle. Il est en effet stipulé que cette estimation est faite « sans déroger à l'espèce » (2). Ce qui doit signifier : sans vouloir modifier la nature juridique des biens donnés.

§ 4. — *Caractères de la donation.*

Caractères généraux.

Nous avons vu que la dot de la femme se présente sous deux aspects différents : si la femme quitte sa

(1) SALVIAT, p. 191.

(2) Cette clause ne se trouve que dans les contrats de Meymac, compliqués à plaisir le plus souvent et pleins d'inutilités.

... « Entre ledit père de l'époux et ledit père de l'épouse qui ont évalué la suite à trente-cinq livres sans déroger à l'espèce »... Meymac, 24 février 1783.

Ce débat contradictoire des parents, que nous devinons, n'indiquerait-il pas que cette estimation a une importance supérieure à celle que nous lui attribuons ?

famille, on lui remet une dot en numéraire et des objets mobiliers.

Si elle reste chez ses parents elle reçoit une donation qui, pour être soumise aux mêmes règles spéciales que la dot, n'en a pas moins un aspect différent.

Le futur époux de son côté reçoit une donation que nos contrats définissent comme la dot, mais qui n'est soumise à aucune des règles de la dotalité (1).

Ce sont ces deux catégories de donation à la future épouse et au futur époux qui restent dans leur famille, dont nous devons maintenant étudier les modalités telles qu'elles ressortent de nos contrats, sans nous préoccuper de leur nature juridique propre.

Nous avons été amené à suivre cette méthode qui consiste à étudier ensemble dot de la future épouse, dot du futur époux, et donation à la future épouse, donation au futur époux, malgré la nature si différente de ces biens, dotaux uniquement s'ils concernent la femme, qu'il s'agisse de dot ou de donation. Comme nous l'avons vu pour la dot, les caractères de forme sont ici encore les mêmes, qu'il s'agisse de donation faite à la femme ou de donation faite au mari.

Quelques caractères généraux constants une fois dégagés, nous pourrons plus aisément montrer la grande diversité de ces clauses.

(1) Bien entendu, c'est là le schéma général. Mais si les futurs époux sont sans famille et majeurs, nous trouvons une constitution de dot de tous biens des deux côtés et c'est tout.

La donation se présente d'abord comme faisant équilibre à la dot, nous avons déjà fait cette remarque. De là un autre caractère : la donation est faite par celui qui reçoit la dot : une grand'tante reçoit ainsi la dot parce que, d'un autre côté, elle fait une donation (1).

Ensuite, cette donation ne consiste plus en numéraire et objets mobiliers, mais dans une part plus ou moins large des biens du donateur, elle conserve cet aspect même lorsqu'elle constitue la dot de la future épouse. Cette forme de dot est en effet réservée au cas où elle restera, mariée, dans sa famille. C'est assez normal : le chef de famille, en fait, ne se dessaisit de rien, et a bien soin de se réserver la jouissance des biens donnés (2). D'un autre côté, le nouveau ménage vit sur ces biens comme s'ils étaient les siens et a la certitude de les conserver en majeure partie au décès du donateur. Tout cela ne se comprend que si l'on admet la stabilité de la famille et sa cohésion. Nous verrons comment ces qualités se sont conservées intactes, surtout dans les familles terriennes qui formaient la majeure partie de la population, grâce à l'autorité respectée du chef de famille.

(1) Treignac. 21 décembre 1780.

(2) Cette clause est de style dans tous les contrats. « *Et en faveur du d. mariage le dit N... fait par ces présentes don et donation entre vifs, irrévocable et pour cause de nocces... sous réserve que se fait le donateur de l'usufruit sa vie durant tant des biens présentement donnés que constitués... »*

Formules de donations.

La quotité de ces donations varie peu, et la plupart des formules sont les mêmes.

La fille reçoit généralement la moitié des biens de son père (1), quel que soit d'ailleurs le nombre d'enfants de celui-ci, qui ne parvient pas à modifier la rédaction habituelle.

Parfois, le donateur s'engage par contrat à ne pas instituer d'autre héritier que la bénéficiaire actuelle (2).

La donation que le fils reçoit (3) consiste le plus souvent dans la totalité des biens du donateur. Mais les charges qui le grèvent ne sont pas négligeables. Et ce donataire, qui, futur chef de famille, devra « tenir foyer », pourra se trouver dans une situation gênée lorsqu'il aura payé la légitime de ses frères et sœurs. Ce sera bien pire, s'il faut restituer à ses frères les dots de leurs femmes, touchées par

(1) Par exemple : ...« Et en même faveur et contemplation dudit mariage, ledit N... a fait par ces présentes don et donation entre vifs irrévocables et pour cause de noces à ladite N..., sa fille, future épouse, de moitié de tous ses biens présents et à venir sous le support de la même moitié de ses charges et légitimes et sous réserve encore des revenus tant des biens donnés que constitués ». Brive, 9 janvier 1781.

(2) Clause fréquente surtout à Treignac et à Brive... « Ledit donateur promet de ne faire d'autre héritier à la fin de ses jours que la future épouse, en par elle payant ses dettes, charges et légitimes de droit de ses autres enfants ».

(3) Nous trouvons de rares contrats où c'est la fille qui, recevant la donation, est tenue de doter son frère : ...« En par elle payant à son frère, fils du donateur, la somme de dix livres pour ses droits paternels, ainsi que ses droits maternels, tels qu'ils peuvent lui être dus »... Brive, 18 août 1780.

son père donateur et qui ne sont pas toujours demeurées intactes (1).

A Limoges, la formule est un peu différente : le père fait donation de la totalité de ses biens, mais au lieu de charger l'enfant donataire de doter ses frères et sœurs, il se réserve une certaine somme pour la répartir à son gré (2).

Si le père est mort, sa veuve fait une donation dans les mêmes termes que lui (3). Mais souvent aussi, à côté de la donation du père, nous en trouvons une de la mère : dans ce cas, elle est constituée par une somme d'argent à prendre après sa mort (4).

Parfois, la règle habituelle est renversée : le père donne une somme d'argent et la mère la moitié de ses biens (5).

(1) Nous en avons un exemple, mais ici c'est le nouveau gendre qui paie au lieu et place de son beau-père une dot que s'était constitué un gendre précédent : le beau-père ne peut la restituer : il est indiqué comme « pauvre à l'hôpital ».

... « En diminution, ledit futur époux en a compté celle de trente-six livres à Bernard, travailleur de terre, icy présent... en diminution de celle de soixante-douze livres qui lui est due par ledit Jean, père, pour restitution de dot de capital de cinquante livres que ledit Bernard s'était constituée par son contrat de mariage avec feu Catherine, fille aînée dudit Jean »... Brive, 13 octobre 1780.

(2) Donation à une fille de la totalité de ses biens, sauf « soixante livres à chacun des enfants payable à leur majorité ou établissement et leur tenir lieu de tous droits légitimaires dans sa succession... » Limoges, 6 janvier 1788.

(3) Par exemple, Treignac, 29 mars 1780.

(4) Limoges, 29 janvier 1788. — La rédaction emploie ici le mot *préciput*. Dans tous les cas, ces donations préciputaires de sommes d'argent par la mère, nous ne les rencontrons qu'en faveur de fils.

(5) Treignac, 24 janvier 1780.

La jurisprudence admettait au profit des ascendants donateurs un droit de retour sur les biens constitués par eux à leurs enfants au cas de prédécès de ceux-ci ou de leur postérité. De là l'absence de clauses relatives à ce droit de retour. Nous trouvons cependant ce droit réservé par un frère qui dote sa sœur (1). Dans ce cas, suivant la jurisprudence, il fallait en effet qu'il fût stipulé pour qu'il puisse fonctionner.

Nous voyons donc la grande variété de ces clauses, très nombreuses dans nos contrats, puisqu'elles se retrouvent toutes les fois qu'une dot est remise aux beaux-parents.

Mais elles n'ont pas uniquement ce caractère de faire contrepoids à la dot et de fixer un héritier pour continuer la maison.

Renonciations à successions.

A leur ombre naissent souvent des clauses qui, normalement, ne se trouvent pas dans un contrat de mariage et qui règlent la succession ouverte ou non (2) de personnes dont l'époux futur est le successible.

(1) « De tout quoi ledit frère se réserve le droit de retour pour lui et les siens, le cas arrivant ». Treignac, 25 janvier 1780. Ce droit de retour est, au contraire, admis de plein droit au profit des frères, sœurs, oncles et tantes du sang dans le ressort du Parlement de Toulouse. SALVIAT, p. 206.

(2) La jurisprudence du Parlement de Bordeaux autorisait ces renonciations à successions futures à condition que la fille renonçante reçût une dot. SALVIAT, p. 343. La coutume de Bordeaux, art. 66, présumait même la renonciation de la fille dotée sur la succession paternelle : « Si le père baille dot à sa fille en terre et argent, icelle fille ne viendra en partage des biens paternels avec les frères ni au

De là un caractère de complexité dans nos contrats que ne présentent pas les contrats modernes, et par nécessité, puisque notre droit prohibe les renonciations à successions non encore ouvertes.

Cette importance considérable des contrats de mariage qui règlent les intérêts pécuniaires des futurs époux, leur vie familiale, contiennent parfois des dispositions post mortem, des partages de succession, s'explique par la crainte de nos paysans d'aller chez le notaire, où les honoraires et le « contrôle » les guettaient : ils préféreraient réduire ces visites qu'ils savaient onéreuses (1). Et puis aussi, n'est-ce pas le moment pour régler ses affaires que celui où la vie de famille va se trouver modifiée par l'arrivée d'un jeune ménage ? Le père est dépassé par une génération nouvelle ; il pense tout naturellement à régler la répartition de ses biens entre ses enfants.

Ces règlements de successions se font par différents procédés. Lorsque le fils quitte sa famille, nous l'avons vu, il reçoit une dot en numéraire et en objets mobiliers, remise à ses beaux-parents. Dans ce cas, assez souvent, il renonce à la succes-

supplément de légitime, sinon que père en ordonnât autrement ». Cet article a dû influencer la rédaction de nos contrats, car nous ne trouvons pas de renonciation exprimée par la fille dotée, bien qu'elle soit encore plus facile à comprendre de sa part que de la part du fils.

(1) Aujourd'hui encore — quoique de plus en plus rarement — on se trouve en face de situations très embrouillées, où les liquidations de communauté et de succession n'ont pas été faites régulièrement depuis des générations.

sion non ouverte de ses parents (1) : il part, il doit donc être désintéressé complètement.

Il renonce aussi à ses droits dans une succession ouverte et dans une succession à venir (2). Là encore, sa dot représente tous ses droits dans la succession de ses parents.

Ou bien le règlement d'une succession ouverte, mais non encore partagée, se fait sous forme de cession : le futur époux renonce à ses droits dans la succession de son ascendant en échange d'une dot constituée par son frère, en possession sans doute de l'héritage (3). Parfois même, la cession est consentie par la future épouse à un oncle qui prend la charge de la dot moyennant cette renonciation (4). Enfin, le père, soucieux de la répartition de sa succession, a pu la régler par testament : un frère

(1) « Moyennant ladite constitution, ledit futur époux se reconnaît pour bien doté et appané du chef de ses dits père et mère et renonce en leur faveur à leurs successions futures ». Treignac, 31 janvier 1780.

(2) « Ladite N... a constitué en dot à son fils la somme de... savoir de son chef celle de... et... du chef dudit feu X..., son mary, mort intestat, moyennant quoy ledit payement une fois fait, ledit futur époux sera entièrement payé et satisfait du montant de ses droits légitimaires paternels et maternels, en capital et intérêts ». Brive, 21 septembre 1780.

(3) Un beau-frère constitue à la sœur de sa femme une somme « pour tous droits, parts et portions qu'elle peut avoir et prétendre en capital et intérêts jusqu'au présent jour sur les biens et succession dudit N..., son père, mort intestat, suivant la déclaration des parties ». Brive, 13 janv. 1780.

(4) « Et pour en supporter les charges, ledit oncle a constitué en dot pour biens paternels audit futur époux la somme de moyennant quoy ledit futur cède, quitte et transporte par ces présentes audit N... son oncle tous ses dits biens paternels et maternels en principal et accessoires, sans autre garantie de sa part que de son fait et de sa coulpe seulement ». Treignac, 17 janv. 1780.

intervient au contrat pour constituer à sa sœur le legs dont il a été chargé et qui doit la désintéresser dans les successions de ses père et mère (1).

Ainsi, ces donations avec charge de doter les autres enfants, ces renonciations et cessions jouent au profit de celui qui reste au foyer de ses parents. Cela ne lui confère pas toujours des avantages matériels considérables par suite des lourdes charges qui lui sont imposées, mais lui assure en tous cas une grande autorité morale : il continuera de tenir le foyer paternel et sera le refuge où viendront s'abriter ses frères, s'ils ont besoin d'aide et de protection.

§ 5. — *Clauses spéciales.*

Nous venons de voir la charpente des contrats de mariage dans la période 1780-1788 ; il y a, en outre, des clauses spéciales dont nous devons maintenant prendre connaissance.

Notons d'abord certaines clauses très fréquentes dans les contrats dotaux de notre époque et que nous ne trouvons pas dans nos anciens contrats.

Telle est en premier lieu la clause d'emploi. Nous avons vu par quel autre procédé la dot mobilière se trouve protégée. La clause de remploi n'existe pas

(1) Un frère constitue à sa sœur « cinq cents livres de légat à elle fait par son père pour tous droits paternels et maternels ». Limoges, 25 août 1788.

d'avantage dans nos contrats, puisque les dots immobilières sont exceptionnelles et même dans le contrat où la dot est constituée en immeubles nous n'en avons pas trouvé trace.

Dans le ressort du Parlement de Bordeaux, une clause souvent adoptée était celle de la « société d'acquêts », jointe au régime dotal. C'est là une clause caractéristique de cette région et par où elle paraît se rapprocher le plus des pays de droit coutumier.

a) Clause d'acquêts.

Voyons comment cette clause était adoptée dans notre région limousine.

Nous n'en avons pas trouvé une seule à Limoges, à Meymac pas davantage, mais seulement une certaine notion de communauté que nous étudierons plus loin.

A Treignac, étonné de cette absence, nous avons dû pousser nos recherches jusqu'en 1784. A partir de cette date, la proportion augmente : une en 1785, deux en 1786.

Il faut arriver à Brive pour constater l'existence presque générale de cette clause. Elle existe dans les neuf dixièmes des contrats, et dès 1780.

Il est curieux de constater que le nombre des sociétés d'acquêts croît à mesure que l'on se rapproche du Midi. Cette clause apparaît ainsi comme une création propre de la région bordelaise et non com-

me une clause issue de la communauté du nord, modifiée, restreinte pour être jointe à la dotalité (1).

Ce contrat de Treignac de 1784 paraît être un des premiers où le notaire ait inséré cette clause de Société d'acquêts (2). La façon dont elle est écrite indique assez l'hésitation du rédacteur : elle est couverte de ratures et placée à la fin de l'acte, en renvoi : elle a dû être écrite lors de la lecture de l'acte aux parties, imposée peut-être par le futur époux qui, remarquons-le, est originaire du Périgord, c'est-à-dire d'une région où déjà cette clause est courante.

Cette clause contient un paragraphe relatif à la reversibilité des acquêts aux enfants à naître. Cette réserve contractuelle était parfaitement valable alors qu'elle ne le serait pas aujourd'hui (articles 906, 1081 du Code civil).

Elle était en effet considérée comme un pacte et non comme une donation (3).

A Brive, c'est à peu de chose près la formule que nous trouvons à Treignac (4), mais là on stipule la répartition égale des acquêts entre les époux.

(1) Cf. BRISSAUD, p. 1696, note 5.

(2) « ... Seront au surplus les futurs époux communs en tous meubles et acquêts qu'ils pourront faire durant et constant leur mariage, lesdits acquêts reversibles aux enfants qui en proviendront et n'en provenant pas chacun disposera de part à sa volonté... »

(3) SALVIAT, p. 9. Dans la coutume de Bordeaux, les acquêts étaient même reversibles aux enfants de plein droit.

(4) ... « Seront les époux futurs communs et associés aux acquêts. Et conquêts qu'ils feront pendant leur mariage affectés aux enfants qui naîtront dudit mariage, et n'en provenant pas chacun disposera de sa moitié desdits acquêts comme bon lui semblera ».

Le Parlement de Bordeaux n'admet pas la communauté continuée comme la plupart des pays de coutume, entre le conjoint survivant et les enfants issus du mariage, malgré le défaut d'inventaire. Pour notre région, il est bien probable qu'en fait cette communauté se poursuivait jusqu'au décès des parents, nos populations étant favorables à cet état de choses. D'ailleurs dans le ressort du Parlement de Bordeaux, la coutume de Saintes exige un inventaire pour empêcher la continuation de la communauté (1).

Remarquons que cette Société d'acquêts a été introduite en premier lieu dans les contrats des nobles et des bourgeois (2). Nous le constatons à Treignac où nous assistons aux premiers pas de cette clause. Peut-être d'abord parce qu'ils la rapportent de régions où elle est en usage et où ils sont allés faire leurs études, ensuite à cause de la différence entre leur vie et celle des paysans : le régime dotal tel que nous l'avons vu fonctionner est parfaitement adapté aux besoins de ceux-ci, ainsi que nous le constaterons. Pour ceux-là il fallait une masse de biens sur laquelle ils puissent vivre en dehors de la maison paternelle, car les deux liens qui retenaient le jeune ménage auprès de leurs parents : le groupement autour d'un domaine et l'autorité du chef de famille se sont détendus chez eux plus tôt qu'ailleurs. Aussi sont-ils tout près à accepter une clause qui permet

(1) SALVIAT, p. 17.

(2) Cf. Annexe VI, note d'Eyquem.

la vie indépendante de jeunes époux alors que nos contrats tels que nous les trouvons rédigés d'habitude ne lui sont guère favorables.

Il est étonnant que dans une ville comme Limoges nous ne trouvions pas dès notre époque cette clause de société d'acquêts. Dans l'évolution de notre régime dotal, cette ville est toujours en retard. La proximité des pays coutumiers ne l'a pas influencée.

A côté de cette société d'acquêts, adoptée par une clause expresse, nous assistons dans un contrat de mariage de Meymac, à la naissance de cette même notion de communauté d'acquêts. C'est un contrat de bourgeois aisés ; la future épouse est orpheline et veuve, elle se constitue tous ses biens qu'elle se réserve comme paraphernaux. Le futur époux se constitue une certaine somme qui, remise à sa future épouse, est reçue par elle dans les termes mêmes qu'emploierait un mari ou un beau-père pour recevoir la dot de la future épouse (1) ; il se réserve le reste de ses biens pour en disposer à sa volonté. Puis il promet de rapporter ses profits en échange

(1) ... « Laquelle somme ledit sieur N... a réellement payée... à ladite X..., sa future épouse, prise et retirée par elle après vérification des espèces dont elle en accorde quittance audit sieur N..., son dit futur époux, et ladite X... a assigné et assigne ladite somme sur tous et chacuns ses biens, meubles et immeubles, présents et à venir, pour par ledit N... y avoir recours le cas de restitution ayant lieu ».

Meymac, 9 novembre 1783.

de son entretien (1). Cette clause nous la connaissons. Mais nous ne l'avons trouvée qu'entre parents qui reçoivent le jeune ménage et celui-ci. Ici, elle existe entre époux. C'est un essai de société, certes bien réduite ; tout de même entre les biens qui restent propres à chaque époux, nous trouvons la constitution d'une masse qui leur servira pour les besoins de chaque jour. Nous saisissons là la nécessité qui pousse les époux, mariés en somme sous la régime de la séparation de biens, à constituer une masse commune où puiser l'argent nécessaire à la vie du ménage. La société d'acquêts répond à ce besoin. Il est curieux de constater dans les anciens contrats l'existence de ce régime de séparation de biens et société d'acquêts (2) qui est de plus en plus en faveur aujourd'hui (3).

(1) « ... Et ledit N... devant aller faire sa résidence en la maison et compagnie de ladite X..., sa future épouse pour y vivre en commun, y être logé, nourri, entretenu suivant son état et condition, promet de plus à ladite X..., sa future épouse, de rapporter ses peines, travaux, profits et industrie pendant et constant la durée dudit mariage ». Le contrat continue : « La présente clause faisant partie sustencielle des conventions dudit mariage ». Ce paragraphe montre combien cette clause est encore jeune et rare.

(2) A Brive, où la société d'acquêts est généralement adoptée, nous trouvons plusieurs exemples de ces contrats dès qu'il y a paraphernalité totale.

(3) P. MOISSINAC, dans sa thèse : « Essai sur la séparation de biens contractuelle », Paris 1920, note que ce sont précisément les anciens pays de droit écrit qui ont le plus de tendance à adopter ce régime, amenés qu'ils y ont été par la présence simultanée que nous constatons de ces clauses de paraphernalité générale et de société d'acquêts, p. 12.

b) Administration des paraphernaux.

D'après la jurisprudence du Parlement de Bordeaux la femme a la libre disposition des paraphernaux. Cependant nos contrats ne manquent pas d'accorder expressément cette faculté à la future épouse (1). Nous ne trouvons pas dans nos contrats de clause qui accorde l'administration de ces biens au mari, mais seulement des clauses où la future épouse « constitue son mari pour procureur pour la recherche et perception d'iceux ». Cependant, il n'est pas douteux qu'en fait le mari administre seul les paraphernaux. Cet usage était d'ailleurs facilité par l'article 42 de la coutume de Bordeaux, où cette administration était de plein droit attribuée au mari.

Nous trouvons quelques clauses où le mari — et son père aussi parfois — est fait procureur général pour toucher les biens dotaux (2). Clause inutile puisque le mari est le seul qui puisse réclamer la dot, la faire payer et en donner valable quittance, que sa femme ait été majeure ou non au moment de la constitution de dot (3).

(1) ... « biens paraphernaux et extra-dotaux pour les lever et en disposer comme bon lui semblera sans la participation et consentement de son dit futur époux, même de les vendre et ainsy qu'elle avisera bon être... ». Brive, 23 janv. 1780.

(2) ... « Iceffe future épouse déclare constituer par ces présentes lesdits N... ses futurs beau-père et mary pour ses procureurs généraux et spéciaux aux fins par eux de les lever et percevoir et en fournir bonne et valable quittance, se contentant de leur solvabilité et de l'assignat qu'ils viennent de leur en faire cy-dessus... »

(3) SALVIAT, p. 204.

c) Gains de survie.

Le ressort du Parlement de Bordeaux ne connaissait pas de tels avantages matrimoniaux en dehors d'une stipulation expresse (1), à la différence des pays de droit coutumier qui avaient le douaire. Il y a cependant l'agencement qui est l'avantage que le mari et la femme se font mutuellement par contrat de mariage, en faveur du survivant, et les bagues et bijoux (2).

Nos contrats sont presque tous muets sur ces gains de survie. Les avantages réciproques sont très rares (3). Un peu plus nombreux sont les avantages faits par le mari à sa femme en cas de viduité. Ils consistent dans une rente éteinte par le convol de la veuve (4).

Nous devons donc constater la rareté de ces con-

(1) La coutume de Bordeaux contenait bien une disposition relative au gain de la dot par le mari au cas où il survivrait, et du gain du double de la dot par la femme qui reste veuve ; elle n'était pas suivie. Attestation de 1733 sur SALVIAT, p. 25.

(2) ... « Et pour l'amitié que ledit N... a pour ladite future épouse il lui donne la somme de cent vingt livres pour bagues et bijoux qui seront néanmoins reversibles aux enfants à naître du présent mariage dont elle pourra favoriser tel bon qu'il lui semblera et dont à défaut d'enfant elle pourra disposer ainsy qu'elle verra bon être »... Treignac, 1^{er} fév. 1780.

(3) ... « Et en cas de prédécès, la future épouse donne au dit futur époux la somme de cinquante livres et ledit futur époux a donné audit cas à sa femme future épouse celle de deux cents livres... ». Treignac, 28 nov. 1880.

(4) « ... Ledit a constitué à ladite sa future épouse au cas de viduité une rente annuelle de soixante-douze livres et payable de six mois en six mois avec stipulation que ladite pension sera éteinte au cas de convol de sa dite future épouse... ». Treignac, 30 juin 1780.

ventions dans notre région (1). Elles remplissent cependant le but très louable de fournir une existence convenable à la veuve. Le douaire répondait à ce devoir dans les pays coutumiers. Nos familles ne laissaient pas non plus cette veuve sans ressources. Mais la famille était suffisamment organisée pour la garder au foyer et l'aïeul veillait à ce que rien ne lui manquât. D'ailleurs, les remariages étaient très fréquents à notre époque (2) et les difficultés qui devaient souvent résulter de cette co-habitation étaient ainsi supprimées. Notons que c'est précisément là où nous rencontrons le plus d'indépendance chez les enfants, qui ne vont plus habiter au foyer de leurs parents et adoptent une société d'acquêts, à Brive, que le nombre de ces avantages post mortem est le plus grand. A Treignac aussi, où nous en avons relevé quelques exemples, nous les trouvons joints à des sociétés d'acquêts, ou dans des contrats de nobles et de riches bourgeois.

d) Clauses de séparation.

Nous avons vu que dans presque tous nos contrats les futurs époux s'engagent à « faire leur résidence »

(1) L'abus de la fiscalité en est peut-être une des raisons. Les cahiers de doléances des notaires royaux notent « *que si dans un contrat de mariage les futurs époux se font un don mutuel pour cause de prédécès ou gain de survie, on prend le droit d'insinuation sur les deux dons* ». Doléances des corporations et corps constitués de Limoges. Loc. cit.

(2) LOUIS GUIBERT, loc. cit., p. 45.

avec leurs parents : nos contrats prévoient parfois le cas où la séparation des deux ménages deviendrait nécessaire, soit parce que les jeunes époux doivent aller travailler ailleurs, soit à cause de mésentente. Ces clauses règlent la situation nouvelle de deux façons : ou bien les futurs époux jouiront de la dot et devront aux parents dépossédés de ces revenus une pension annuelle (1), ou bien ce sont les parents qui conserveront les revenus de la dot et promettront une rente en échange (2).

c) Clauses de dotalité générale de biens présents et à venir.

Nous avons déjà constaté qu'elles étaient rares et avaient lieu seulement si la femme n'a plus ses parents pour lui constituer une dot. Encore cette dotalité de biens présents et à venir est-elle le plus souvent accompagnée d'une clause de paraphernalité qui fait échapper quelques biens à la dotalité.

Cependant si elle n'existe presque pas comme clause expressément stipulée dans les contrats, il peut arriver qu'elle résulte de certaines circonstances : par exemple, si on a constitué à la future épouse une certaine somme pour tous droits pater-

(1) ... « En cas d'incompatibilité les futurs époux jouiront de l'entier usufruit de tous les biens de ladite N... tant donnés que réservés à la charge par eux de payer dès ce moment une pension de » Treignac, 23 mai 1780.

(2) ... « Et en cas de séparation iceux (les parents) seront tenus de remettre aux futurs époux, leurs habits, meubles et de leur payer tant pour leur tenir lieu des intérêts de la constitution de la future épouse que pension, la somme de quarante livres ». Limoges, 29 janv. 1788.

nels et maternels. Dans ce cas, en fait, tous les biens de la femme sont dotaux. Lorsque la fille reçoit une donation, elle est souvent constituée, nous l'avons vu, par la moitié des biens présents et à venir du père. Voilà une dotalité générale, mais du côté de l'héritage paternel seulement : les biens qui peuvent provenir de l'héritage de la mère échappent à la dotalité.

Mais alors, les biens que la femme recevrait ou hériterait de personnes autres que ses parents ne seraient pas dotaux.

En somme, ici encore, se marque le peu d'inclination de nos Limousins à généraliser la dotalité, qu'ils atténuent d'ailleurs autant qu'ils le peuvent, nous l'avons vu, lorsqu'elle existe.

Voici les quelques renseignements sur le régime dotal que peuvent fournir pour notre Limousin les contrats de mariage passés dans les dernières années de l'ancien régime.

Il est bon maintenant de rassembler ces traits épars pour former de ce régime une figure aussi proche que possible de la réalité telle qu'elle nous est révélée par ces contrats.

L'inaliénabilité de la dot, caractère essentiel du régime dotal, nous ne la trouvons pas. La dot, toujours mobilière, est, en fait, libre entre les mains de celui qui la reçoit — le beau-père. Car, autre caractère essentiel, qui fait défaut, le mari n'en a pas la jouissance.

Rien n'est remis au futur époux : ni la dot, ni sa jouissance. Le ménage n'a pour vivre qu'une réserve de quelques brebis au profit de la femme (1), de quelques ares de bruyère au profit du futur époux (2), d'un petit pécule parfois (3). Serait-ce suffisant? Non, certes. Aussi est-il associé à une famille où il est logé, nourri, entretenu avec ses enfants, dont tous les membres travaillent la même terre, et qui tout entière vit « en commun comme un collègue » (4).

En commun. C'est bien cette notion de communauté qui plane au-dessus de nos contrats, et dont l'ombre obscurcit la notion romaine de la dot. Une société d'individus et d'intérêts apparaît, à peine perceptible dans les textes, mais qui n'en existe pas moins (5).

Ces revenus de la dot et des donations, ce travail et industrie des époux mis en commun, est-ce en effet autre chose qu'une masse de société d'acquêts,

(1) « ... *Ladite future pourra tenir tant en hiver qu'en été douze brebis ou moutons dont le croît lui appartiendra sauf de la laine qui tournera au profit dudit donateur* ». Treignac, 30 janv. 1780.

(2) ... « *Et ledit futur pourra fouir annuellement trois setérées de nouvelains dont le grain tournera à son profit mais dont la paille tournera au profit dudit N...* ». Treignac, 31 janv. 1780.

(3) ... « *Ce dernier sera tenu de leur donner chaque année huit livres pour leurs menus plaisirs* ». Limoges, 29 janv. 1788.

(4) LOUIS GUIBERT, loc. cit., p. 52.

(5) La formule est souvent : « *à la charge par ledit donataire de nourrir et entretenir en compagne pot et feu* » qui fait penser à l'article des communautés taisibles dans BEAUMANOIR, 21, 5. BRISSAUD, p. 1455, Cf. BLANC : Les communautés familiales dans l'ancien droit et leurs survivances en Limousin. Thèse Paris 1905.

qui a ses règles de partage (1) fixées dans les mœurs et administrée par un de ses membres, le père? Société limitée aux besoins actuels, certes et qui ne risque pas de s'enrichir beaucoup, mais que cet administrateur habituel soit décédé, ou que les enfants s'établissent en dehors de leurs familles, nous avons la société d'acquêts — capable celle-ci d'embrasser une grande quantité de biens.

Entre ces deux sociétés, celle que nous croyons découvrir dans nos contrats et celle qui parfois y est exprimée, il n'y a qu'une différence de degré et non de nature.

D'un autre côté, l'inaliénabilité de la dot, on ne l'a guère devant les yeux, mais plutôt son caractère actuel de biens destinés à alimenter les dépenses nouvelles nécessitées par l'arrivée du jeune ménage. Si elle s'effrite, si elle disparaît, comment pourrait protester celle qui l'a apportée si elle a été distribuée par celui qui a toute l'autorité dans la famille et qui l'a reçue pour le bien commun de sa maisonnée ?

Cette autorité du chef de famille, nous l'avons trouvée bien des fois. C'est elle qui donne à nos contrats dotaux leur aspect particulier. Voyons maintenant en quoi elle consiste et sa force. L'état social du Limousin à cette époque nous intéresse surtout pour préciser ses caractères.

(1) Voir texte de Brive, 5 fév. 1829, p. 81.

§ 6. — *Etat social et économique du Limousin.*

« La famille limousine a toujours été comme un modèle d'union, de discipline, de qualités domestiques... Tels apparaissent les habitants d'après l'étude des testaments ». Tels ils apparaissent à travers les clauses des contrats de mariage, dont l'économie ne peut s'expliquer que par l'existence d'une autorité paternelle ferme et respectée.

Cette autorité s'étend à la fois sur la personne et les biens des enfants, le fils ne possédant rien que par le don formel du père (1).

Nos contrats nous confirment cet aspect de la famille.

D'abord, cette rédaction du début : « Les parties nous ont dit s'être icy assemblées et avoir accordé mariage entre ledit N... et ladite X... et en avoir réglé les conventions civiles ainsy et de la manière qui s'ensuit ». Il semble que ce sont leurs intérêts propres que règlent les parents au lieu de ceux de leurs enfants, qui ne sont guère ici que le moyen de ce règlement. La réalité d'ailleurs est bien celle-là, nous l'avons vu.

(1) LOUIS GUIBERT, *loc. cit.*, p. 18. A l'inverse, lorsque le fils est venu travailler dans la compagnie de son père pour former cette sorte de société dont nous avons relevé l'existence, il a son mot à dire sur la façon dont le père dispose des biens de la famille. Cet usage nous est révélé par quelques contrats où le père dote un cadet alors que l'aîné est déjà établi avec lui : ... « *Le père de l'époux conjointement avec N..., son fils aîné qui l'autorise à donner et constituer en dot...* ». Meymac, 11 nov. 1783.

Puis même si les enfants possèdent quelques économies personnelles, il faudra que le père leur donne une sorte de certificat de propriété pour leur permettre d'apporter ces biens dans une autre famille (1). Si l'enfant vit en dehors de chez ses parents, ces biens ne lui seront acquis qu'après dix ans de séparation — encore l'usage avait-il adouci sur ce point la coutume qui n'accordait au fils, quel que soit son âge, la propriété de ces biens, qu'autant que le père lui en avait fait don (2).

Cette autorité du père s'était conservée très forte, puisque pendant les années révolutionnaires, le 12 juin 1792, nous trouvons la description d'une émancipation à Limoges, devant le tribunal de district : le fils, mains jointes, à genoux, prie son père de l'émanciper « afin qu'il puisse traiter ses affaires comme une personne libre et indépendante ».

Nos contrats fournissent encore quelques renseignements qui permettent de montrer la grande cohésion des familles à cette époque : une grand'tante, soucieuse de l'avenir de ses enfants infirmes, n'hésite pas à donner tous ses biens à son neveu qui se marie, à la charge de les garder auprès de lui lorsqu'elle sera morte (3).

(1) ... « Et s'est constitué la somme de soixante livres qu'il a gagnée par son travail et industrie hors la compagnie dudit N..., son père, qui a déclaré n'y rien prétendre ». Treignac, 20 juin 1780.

(2) « Si lo paï no l'en avia faïh do ». Coutume de Limoges, d'après les registres consulaires de 1812.

(3) ... « A la charge par ledit donataire de... et de nourrir et entretenir en sa compagnie, pot et feu, après le décès de ladite donatrice suivant leur état, conditions et facultés Jean et Marie, ses enfants, muets de naissance... » Treignac, 21 déc. 1780.

Ainsi toutes nos familles limousines restent très solidement organisées jusqu'à la révolution. Où nous pourrions découvrir peut-être quelques lézardes dans cet édifice si solide, c'est dans les familles ouvrières de Limoges. Encore nos contrats n'en portent-ils pas la trace. Mais la grande manufacture, déjà florissante à notre époque, n'est pas favorable au maintien de ces traditions : l'autorité paternelle a d'abord faibli dans les familles d'artisans (1). Elle s'est conservée aussi respectée pendant très longtemps — et peut-être jusqu'à une époque très voisine de la nôtre — dans la corporation des bouchers de Limoges (2). C'est là que l'on pouvait, il y a quelques années encore, retrouver les traits principaux de la physionomie de la famille limousine d'autrefois.

Le paysan et le bourgeois vivant à la campagne restent attachés à leurs terres, dont le mode d'exploitation est favorable à l'unité de direction. Le chef de famille a parfois quatre et cinq ménages de générations différentes sous son autorité. Lorsqu'il se sentira âgé, incapable désormais de garder la direction, il la passera à des mains plus jeunes : c'est ainsi que nous trouvons en marge de nos contrats de mariage plusieurs cessions d'usufruit faites par le père au fils : désormais celui-ci aura l'administration de tous ses biens et de la dot de sa femme il

(1) LOUIS GUIBERT : loc. cit., p. 50.

(2) A. DELOR : La corporation des bouchers de Limoges. Limoges, 1877.

aura aussi celle des biens de ses enfants qu'il a mariés et gardés auprès de lui.

Ce sentiment de gêne, de défiance, que l'on éprouve d'habitude en étudiant le régime dotal, nous ne le trouvons pas à la lecture des contrats de mariage passés dans les dernières années de l'ancien régime. Au lieu de l'arsenal habituel des lois protectrices, nous trouvons des solutions humaines, familiales. Les meilleures garanties sont ici celles des mœurs.

Nous nous trouvons à un sommet. Le régime matrimonial a été modelé par les siècles pour s'adapter d'une façon parfaite aux habitudes de vie de toute une région.

Résistera-t-il au siècle suivant ?

CHAPITRE II

Le Régime Dotal dans les Contrats de Mariage limousins postérieurs à la Révolution

A. SURVIVANCE DU RÉGIME ANCIEN.

L'esprit nouveau.

La tourmente révolutionnaire est passée, qui en quelques années a profondément bouleversé les habitudes de vie dont nos contrats nous ont révélé l'existence. L'individu est à la mode. Le cadre ancien où il se développait a été brisé de mille manières.

Le Code civil a imposé aux pays de droit écrit un régime légal et qui n'est pas le régime dotal, mais le régime de communauté.

On comprend les récriminations du tribunal de Montpellier : « C'est le combat de la gêne et de la liberté ; celle-ci succombe lorsqu'il serait si naturel

de lui assurer le triomphe... » (1). Le tribunal de Bordeaux ne fait aucune observation et pas davantage celui de Limoges : « sans doute chaque partie de la France eût désiré que les coutumes qui la régissaient fussent demeurées la loi de toute la République : il est si doux de conserver les usages auxquels ont été attachés depuis sa naissance ! Mais lorsqu'il s'agit de soumettre à la même loi trente millions d'hommes, l'intérêt du plus grand nombre doit l'emporter sur celui de quelques individus... » (2).

Quant à la façon dont la population limousine et les notaires ont réagi en face de ces faits nouveaux, nos contrats sont là pour nous l'indiquer.

Leur forme, en tous cas, est déjà celle des contrats modernes. Les parties savent signer, d'une façon beaucoup plus générale qu'autrefois et la rédaction, si archaïque, a fait des progrès sensibles.

Statistique.

Parmi les contrats de cette période de deux ans, 1809-1811, un seul adopte le régime de la communauté légale (3). Il est possible que ce régime ait été plus fréquent qu'il ne paraît, puisque désormais il existe pour tous ceux qui se marient sans contrat. Il est à noter en effet que le nombre des contrats de mariage a diminué dans des proportions assez for-

(1) FENET, tome IV, p. 496.

(2) Ibid, p. 1.

(3) Treignac, 10 août 1811, V. annexe 3, le tableau du régime dotal à Treignac.

les, alors que le nombre des actes est en augmentation sensible.

Par exemple pour Meymac :

En 1783 : 292 actes et 18 contrats de mariage, rapport 1/16.

En 1811 : 241 actes et 14 contrats de mariage, rapport 1/17.

A Treignac, la différence est encore plus nette : le nombre des contrats de mariage est tombé à la moitié de ce qu'il était dans la période précédente, et le nombre des contrats de l'étude a augmenté d'un tiers (1).

En 1780 : 141 actes et 35 contrats de mariage, rapport 1/4.

En 1811 : 292 actes et 17 contrats de mariage, rapport 1/16.

A Brive :

En 1780 : 186 actes et 11 contrats de mariage, rapport 1/15.

En 1809 : 424 actes et 20 contrats de mariage, rapport 1/21.

A Limoges nous ne pouvons citer de chiffres que pour 1811.

En 1811 : 275 actes et 10 contrats de mariage, rapport 1/27.

(1) Il faut remarquer que depuis la période précédente, aux études dont nous avons consulté les minutes ont été réunies d'autres études supprimées. Le chiffre absolu des actes ne signifie donc pas grand'chose mais seulement son rapport avec le nombre de contrats de mariages, pour marquer les progrès de la communauté légale.

Le régime de la communauté légale est donc celui d'une grande partie des futurs époux, le tiers peut-être, et cela vingt ans à peine après l'adoption générale, ou à peu près, du régime dotal ; il paraît d'ailleurs s'être généralisé plus rapidement en ville.

Encore faudrait-il exclure de ces époux mariés sous le régime dotal tous ceux qui ont passé leur contrat de mariage à Meymac pendant notre période ! Nous ne trouvons en effet dans ces contrats aucune clause qui soumette expressément les futurs époux au régime dotal. Leur rédaction est la même qu'avant la révolution. A n'en pas douter cependant les mariés et le notaire étaient persuadés que c'était bien le régime dotal qui restait la base de leur union : vieille routine de notaire qui n'a pas modifié sa rédaction d'après les règles nouvelles du code civil. Il faudra que vienne son successeur, en 1816, pour que nous ne trouvions plus cette rédaction incorrecte.

Quelques exemples de cette erreur ou de cet oubli se trouvent aussi dans d'autres contrats, même en ville (1).

Dans tous les autres contrats, la formule d'adoption du régime dotal est très nette (2). Sa place dans

(1) Limoges, 16 août 1812.

(2) « Déclarent les futurs époux faire leurs conventions matrimoniales sous le régime dotal » (Brive).

« Les futurs époux déclarent se soumettre au régime dotal et renoncer à toute espèce de communauté », ou « nonobstant cette communauté les futurs époux déclarent se soumettre au régime dotal » (Limoges).

« Les parties déclarent qu'elles entendent se marier sous le régime dotal » ou « toutes constitutions seront réglées par les principes du régime dotal » (Treignac).

le corps de l'acte varie beaucoup : elle se déplace du début à la fin du contrat.

§ I. — *Caractères généraux des contrats dotaux.*

D'après la profession des parents des futurs époux, il n'est pas possible de dire si le régime dotal tend à se fixer dans telle ou telle classe de la population. Contrairement à ce qui est reçu d'habitude, nous ne constatons pas que ce soient les classes riches qui l'adoptent d'une façon plus courante. Cette tendance ne se manifestera que dans la période de déclin du régime dotal. Elle est confirmée par l'enquête de L. Adam (1).

Nous retrouvons toujours le schéma général de la dot remise à celui des enfants qui quitte sa famille contre une donation à celui qui reste.

Mais cette convention par laquelle un jeune ménage vient ainsi s'établir au foyer des parents est beaucoup plus rare. Il faut établir comme règle que cette convention disparaît dans les contrats où il y a une clause de société d'acquêts, stipulée entre les futurs époux. Nous verrons combien cette clause est devenue fréquente même dans les régions qui semblaient auparavant les plus réfractaires à son adoption. Nous constatons aussi que ces conventions d'habitation ne se trouvent presque plus dans les contrats de bourgeois et de nobles — corollaire de ce

(1) Bulletin de la Société de législation comparée, 1900, p. 570.

fait que c'est précisément chez ceux-ci que la société d'acquêts s'est d'abord introduite.

La formule de cette clause d'habitation n'a pas été modifiée, nous la retrouvons telle après vingt ans.

Même formule encore pour la convention qui lui fait suite et par laquelle les donateurs qui reçoivent chez eux le jeune ménage se réservent la jouissance des biens composant la dot et celle des biens donnés par eux.

Cette formule est encore suivie par des conventions de travail et de nourriture. Mais l'équilibre qui était réalisé avec tant de soin dans nos anciens contrats n'est plus toujours aussi parfait : il est parfois convenu que les futurs époux, malgré leur cohabitation avec leurs parents et le rapport qu'ils doivent leur faire de leurs travaux, « s'entretiendront eux et leur famille » (1). Nous pouvons saisir là un indice de la désagrégation de la famille.

En somme peu de modifications dans ces clauses lorsqu'elles sont adoptées mais si c'étaient là autrefois des clauses communes à presque tous les contrats, il en est bien autrement pour cette période. A Brive et à Limoges elles sont même l'exception.

§ 2. — *Caractères de la dot.*

La dot consiste encore en meubles ; une seule fois nous en avons trouvé une constituée en immeubles (2).

(1) Treignac, 13 janv. 1811.

(2) Brive, 26 déc. 1809.

Les « suites », si méticuleusement énumérées autrefois, se réduisent maintenant à quelques objets mobiliers et n'existent plus dans tous les contrats. Ces objets sont estimés et il est toujours entendu que cette estimation ne vaut pas vente (1).

Malgré ce caractère mobilier de la dot, nous ne trouvons que très peu de clauses d'emploi : à Treignac il a fallu que nous cherchions jusqu'à l'année 1815 (2) ; à Meymac et à Limoges, une seule en 1811. A Brive, elles sont beaucoup plus nombreuses et leur nombre monte très rapidement à partir du milieu de l'année 1809.

C'est que la garantie de la restitution de la dot est toujours recherchée dans la personne des parents. Lorsqu'ils existent c'est souvent à eux que la dot est remise. Parfois ils sont tenus de faire emploi des sommes dotales qui leur sont versées (3) ; d'autres

(1) ... « Sans néanmoins que cette évaluation fasse vente au profit du futur époux qui, au contraire, sera tenu d'en faire la remise si le cas y échoit ». Limoges.

« Les parties ont évalué les suites et ameublements à la somme de quarante francs sans que la présente évaluation puisse nuire à la propriété des effets réservés à l'époux. » Treignac.

... « Ces divers objets évalués quarante francs sans que cette évaluation soit réputée vente en faveur du futur ». Meymac.

... « Et malgré l'estimation ci-dessus, ledit mobilier ne sera point sensé vendu au futur époux ». Brive.

(2) ... « Il est convenu entre les parties que ledit futur ne pourra exiger le paiement des sommes ci-dessus constituées à l'épouse, notwithstanding l'échéance du terme, sinon en faisant de suite emploi ou acquisition de biens immeubles ». Treignac, 8 juin 1815.

(3) ... « Demeurant convenu que ledit N... père et son épouse ne pourront percevoir le restant de la dot de ladite future épouse qu'à mesure de l'emploi qu'ils en feront en biens fonds ». Brive, 5 sept. 1809.

fois, ils hypothèquent un immeuble pour « sûreté de la dot ». Nous trouvons aussi des clauses qui ont pour but d'éviter la perte de la dot dans le cas où le père qui l'a reçue aurait à la remettre au futur époux : garanties pour la dot de la femme stipulées par le père du mari ! (1).

Cependant cette remise de la dot aux parents ne présente pas le caractère de généralité que nous lui avons trouvé dans la période précédente. Malgré leur présence à l'acte, il est des exemples où c'est le futur époux qui reçoit la dot et en donne quittance. A Brive, l'exception devient la règle. Et la méfiance que l'on avait à l'égard du jeune ménage a disparu à tel point que la minorité du futur époux ne l'empêche pas de toucher les deniers de la dot (2).

La fraction de la dot payée comptant est beaucoup plus importante qu'autrefois et les termes ne sont pas répartis sur une aussi longue période. L'argent devient plus abondant et les époux plus exigeants : il leur faut des ressources immédiates pour entretenir leur nouveau ménage car ils viennent de moins en moins se fixer dans une famille où ils trouvaient le gîte et le couvert.

Très souvent maintenant, c'est le fils qui se constitue une dot. L'espèce de certificat de propriétés ac-

(1) ... « Il demeure convenu qu'au même cas de séparation ledit futur ne pourra réclamer le remboursement de la constitution de la future, reçue qu'elle soit par ledit N..., son père, qu'en par lui fournissant un fonds de caution solvable pour en répondre ». Limoges, 6 janv. 1811.

(2) 8 août 1809.

cordé autrefois par le père pour les biens que son fils se constituait et qu'il avait gagnés par son travail en dehors de sa famille, ce certificat n'existe plus. Certes le futur époux déclare bien encore que la somme qu'il se constitue « provient de ses apanages, travaux et industries » (1), mais le père n'intervient plus.

Si ses parents sont décédés, la future épouse se constitue parfois elle-même une dot. Dans la période précédente nous avons vu que c'était un de ses frères qui la dotait, soit qu'il s'y soit engagé lors de son contrat de mariage, soit qu'il verse une dot moyennant la renonciation de sa sœur à tous ses droits dans la succession de leurs parents (2).

§ 3. — *Caractères de la donation.*

Ces renonciations à succession et ces engagements de doter que nous avons vu fonctionner à l'occasion de donations faites par les parents aux futurs époux, deviennent à notre époque beaucoup plus rares et moins complexes.

Beaucoup plus rares parce que ces règlements de succession qui, dans la période précédente, avaient lieu le plus souvent dans les contrats de mariage, se font désormais par acte séparé.

(1) Brive, p. ex., 9 avril 1809.

(2) Il reste cependant plusieurs exemples de cette vieille habitude, p. ex. Treignac, 27 janv. 1811.

Moins complexes parce que les renonciations à successions futures qui étaient autorisées par la jurisprudence du Parlement de Bordeaux à condition que la femme reçoive une dot sont maintenant prohibées par le Code civil. La pratique notariale ne s'est cependant pas débarrassée tout de suite de ces clauses dont nous trouvons encore quelques exemples (1).

Dans le cas où le nouveau ménage vient se fixer chez ses parents la donation faite à l'enfant de la maison consiste toujours dans une portion des biens de cet ascendant donateur. Mais l'économie du système n'est plus la même : autrefois, l'enfant qui restait ainsi dans sa famille, pour la continuer, recevait la totalité des biens à charge par lui de désintéresser ses frères et sœurs au moment de leur mariage. L'autorité du chef de maison était assez forte et l'esprit de famille assez développé pour que la renonciation postérieure de ces enfants soit assurée. La famille à notre époque n'a plus cette cohésion. L'enfant doté n'est plus sûr de la renonciation de ses frères le jour de leur contrat de mariage. Il reçoit donc une part précipitaire dans la succession de ses parents. Cette part est généralement du quart — la plus forte possible, en présence d'une famille généralement nombreuse.

(1) P. ex. Treignac, 1^{er} juin 1811.

§ 4. — *Clauses spéciales.*

Emploi et remploi :

L'emploi et le remploi dont nous avons marqué l'absence dans les contrats de l'époque 1780-1788 font leur apparition à l'époque où nous sommes. Bien timidement d'abord. A Treignac, en particulier, nous ne trouvons la clause d'emploi qu'une fois et en 1815, dans un contrat important reçu par deux notaires. C'est d'ailleurs le notaire étranger qui a rédigé cette clause, nouvelle assurément pour le détenteur de la minute — le même qu'en 1780. A Meymac elle se montre aussi dans une grande occasion : ce sont deux enfants de notaire qui vont s'unir : le fils applique les connaissances qu'il vient d'acquérir par ses études de droit ou au cours de son stage chez un notaire mieux au courant des possibilités juridiques (1). Ce contrat contient aussi la clause d'aliénation à charge de remploi (2).

A Limoges on n'est pas plus avancé : une seule clause de remploi et encore a-t-il fallu chercher

(1) Par un usage jadis commun dans notre région, on envoyait les enfants dans la famille d'un correspondant, soit pour se former au commerce ou continuer leurs études. JUDE, loc. cit.

(2) Art. 2... *Le sieur, futur époux, pourra percevoir ladite somme et en donner quittance à la charge que le montant en sera employé en acquisitions d'immeubles qui deviendront dotaux et dont l'aliénation sera facultative à la charge de remploi.*

« Art. 3.... *Les biens immeubles qui pourront appartenir à ladite demoiselle N... pourront, nonobstant leur dotalité être vendus par le sieur X... qui sera obligé d'en employer le prix ainsi qu'il a été expliqué à l'article précédent* ». Meymac, 19 fév. 1811.

jusqu'en 1812 (1). Elle a été ajoutée, l'acte une fois rédigé, car elle se trouve en renvoi, en marge. Le futur époux est « huissier impérial ».

Cette clause d'emploi a donc été en quelque sorte imposée aux notaires qui l'ignoraient ou qui étaient peu soucieux d'ajouter à leurs responsabilités.

A Brive, cependant, elle est beaucoup plus fréquente ; elle existe dans les trois derniers contrats de l'année 1809 (2). Chose curieuse, dans le seul contrat où il y ait une dot immobilière, 26 décembre 1809, la vente de la maison n'est pas autorisée à charge de remploi.

Ainsi d'un côté le système de garantie de la dot autrefois en usage : sa remise aux beaux-parents, n'est plus toujours adopté, et de l'autre en face de cette dot mobilière remise au mari, la pratique notariale n'a pas su imposer la clause d'emploi d'une façon constante.

La garantie de la famille s'est écroulée avant que les clauses du contrat n'aient élevé une nouvelle barrière à la perte possible de la dot. Ce défaut de ré-

(1) « Nonobstant la constitution des biens de la future à titre de dot il est expressément convenu qu'elle pourra avec le consentement et l'autorisation du futur vendre ses immeubles à la charge par le futur d'en faire de suite l'emploi ou d'en hypothéquer le prix par des immeubles suffisants ». Limoges, 24 mars 1812.

(2) « Les francs restant seront payables lorsque le futur époux trouvera à faire un emploi valable d'immeuble ». Brive, 19 nov. 1809.

Nous trouvons aussi à Brive des clauses d'emploi de biens paraphernaux : « ... Ladite future se réserve tous ses biens comme paraphernaux. Néanmoins, le futur époux pourra les percevoir s'il le juge à propos en faisant un emploi valable d'immeubles, des sommes qu'il percevra de sa future épouse ». Brive, 21 sep. 1809.

daction, peut-être voulu d'ailleurs de la part des notaires qui ne savent pas protéger efficacement la dot dans de nouvelles circonstances de vie, est probablement une des causes de la désaffection générale que nous constaterons bientôt à l'égard de notre ancien régime matrimonial.

Société d'acquêts :

Une clause que les notaires semblent insérer avec beaucoup plus de satisfaction est celle de la société d'acquêts.

A l'époque précédente, nous avons vu qu'elle n'était couramment pratiquée qu'à Brive. Elle y est maintenant insérée dans tous les contrats (1). A Limoges (2) et à Treignac (3), le quart environ des contrats contient cette clause. A Meymac (4) la proportion atteint la moitié.

Pour l'adoption de cette clause, c'est à regret que l'on fait allusion aux articles du Code civil, on pré-

(1) « Seront les époux futurs communs et associés aux acquêts et conquêts qu'ils feront pendant leur mariage, dont chacun disposera de sa moitié comme bon lui semblera ».

(2) « ART. 1. — Les futurs époux seront communs et associés dans tous les acquêts qu'ils feront pendant la durée de leur mariage ».

L'article suivant développe ce dernier. Il faut arriver à l'année 1812 pour que la rédaction soit simplifiée : « Les futurs stipulent entre eux une communauté d'acquêts en conformité des articles 1498 et 1499 du code Napoléon ».

(3) « Il n'y aura entre les époux d'autre communauté que pour les acquêts faits par eux, ensemble ou séparément durant leur mariage et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus de leurs biens ».

(4) « Il y aura néanmoins entre les époux une société d'acquêts réglée conformément à l'art. 1498 du code Napoléon ».

fère définir longuement les biens qui rentreront dans la société.

Nous retrouvons la vieille clause de réversibilité des acquêts aux enfants, que l'on insère encore malgré sa nullité (1). Brive, au contraire, qui paraît décidément plus avancée, stipule le partage égal.

Ainsi la société d'acquêts progresse partout ; à Brive, elle a déjà atteint son maximum de fréquence. Elle tend à remplacer la masse commune de biens que nous avons trouvée dans nos anciens contrats et qui existait pour toute une famille composée de deux ménages et souvent davantage. C'est là une conséquence naturelle des modifications survenues dans les mœurs des habitants de notre Limousin. Le synchronisme est d'ailleurs bien marqué, puisque, nous l'avons déjà dit, la société d'acquêts prend chaque fois dans nos contrats la place de la convention d'habitation commune et de rapport des bénéfices.

Cette communauté d'acquêts nous paraît donc être une modification de l'ancienne communauté familiale plutôt que la vieille société d'acquêts bordelaise ou que de la communauté d'acquêts des articles 1498 et 1499 du Code Civil, qui ne sont d'ailleurs que la codification de cette ancienne clause (2).

(1) « Il est expliqué que cette société n'aura lieu qu'en faveur des enfants à naître du présent mariage, en telle sorte que, s'il n'en provient point, le futur époux profitera en seul de la dite société ». Meymac, 19 février 1811. Il est vrai que la jurisprudence n'a été proclamée par la cour de Bordeaux qu'en 1864.

(2) Ne faudrait-il pas voir dans la société d'acquêts bordelaise une communauté familiale évoluée et arrivée beaucoup plus rapidement à cet état dont nous assistons à la formation dans nos contrats du Haut-Limousin ? V. BRISAUD : Histoire du Droit français, p. 1696.

Nous avons vu que les clauses excluant la dotalité par l'adoption d'une paraphernalité totale étaient assez rares dans nos contrats de la période 1780-1788. A ce point de vue nous ne constatons que peu de modifications dans nos contrats ; le nombre de ces clauses tend plutôt à diminuer. A Brive où nous avons constaté leur plus grande fréquence, nous n'en trouvons plus qu'une en 1809 (1).

Dans quelques contrats nous trouvons la stipulation d'une paraphernalité totale avec cependant la constitution d'une dot (2) : la constitution générale de tous ses biens par la femme devient très rare ; la masse des biens paraphernaux augmente par là d'une façon sensible.

La paraphernalité totale existe toujours dans les mêmes cas : les époux sont veufs et ont sans doute des enfants de leur précédent mariage, mais elle est devenue plus rare encore qu'autrefois. Dans la période précédente elle permettait aux futurs époux d'adopter indirectement un régime de séparation de biens, tout indiqué dans certains cas. Avec l'apparition du Code civil, dans les mêmes situations, les futurs époux adoptent nommément ce régime des art. 1536 et s.

Ainsi d'un côté la paraphernalité s'étend et de

(1) 21 septembre 1809.

(2) La rédaction est d'ailleurs curieuse : « Pour le support des charges duquel futur mariage, ladite future épouse réserve tous ses biens et droits comme paraphernaux et extra-dotaux pour en jouir et disposer à son plaisir et volonté. Néanmoins, elle se constitue... » Brive, 1^{er} février 1809.

l'autre elle se réduit ; ce double mouvement tend à fixer la dotalité uniquement sur la dot de la femme.

Cette rareté des contrats de mariage stipulant la dotalité de tous les biens présents et à venir de la femme est à noter une fois encore pour marquer combien l'esprit limousin est peu enclin à cette cristallisation générale des biens de la femme dans la dotalité.

Les donations entre époux sont beaucoup plus répandues qu'autrefois. Elles aussi suivent la même courbe ascendante que la société d'acquêts. Ce souci de laisser des ressources à l'époux survivant tient à la même raison dont nous avons noté plusieurs effets : la famille, affaiblie, n'est plus le centre autour duquel se ralliaient tous ceux qui étaient dans le besoin. Il faut donc que les époux prévoient le cas où le conjoint restant seul, ses revenus ne seraient plus en rapport avec son ancienne situation, malgré les biens de la société d'acquêts. Et puis, même dans ce cas, la femme peut rester sans grandes ressources, puisque ce n'est pas toujours un partage égal qui est stipulé : nous avons même rencontré des clauses où le mari est seul bénéficiaire de cette masse s'il n'y a pas d'enfants du mariage.

Quoi qu'il en soit, les donations entre époux par contrat de mariage entrent dans les mœurs et deviennent de plus en plus fréquentes, même en dehors des familles de nobles et bourgeois où nous les avons d'abord trouvées.

Elles sont le plus souvent mutuelles et consistent dans un « gain de survie » d'une certaine somme (1), qui n'est pas toujours égal de la part de chacun des époux : dans ce cas celui du mari est généralement la moitié de celui de la femme (2).

Elles peuvent consister aussi dans la jouissance mutuelle de tous les biens de chaque époux (3) ou dans la jouissance accordée par le mari d'un de ses biens, avec une petite rente en nature (4) ou en argent (5).

Avec la fréquence moins grande des conventions d'habitation dans les contrats de cette période, il n'est pas étonnant que celles qui sont relatives au cas de séparation soient elles-mêmes plus rares. Nous en trouvons cependant quelques-unes.

(1) « En cas de prémourance dudit N... sans enfant, sa veuve aura un gain de survie sur tous ses biens de la somme de mille francs. Ledit N... aura un pareil avantage sur les biens de sa femme si elle décède avant lui ». Meymac, 19 février 1811.

(2) « Le futur époux aura un gain de survie sur les biens de sa femme de la somme de mille francs et la future épouse de deux mille francs des biens du futur ». Treignac, 24 février 1811.

(3) 25 juin 1809. Brive.

(4) « Ledit futur a fait une pension en cas de prémourance de . deux décalitres de seigle, vingt-quatre de blé noir, deux kilogs de beurre, autant de fromage, deux charretées de bois et usage de l'habitation qui appartient en propre audit futur ». Treignac, 28 mai 1811.

(5) « Ledit N., futur époux, voulant donner à ladite X..., sa future épouse, une marque particulière de son attachement, a créé en sa faveur une pension viagère et viagère exempte de toute retenue de la somme de... Elle aura en même temps, dans la maison de son mari, un appartement meublé et ustensillé suivant son état, avec une quantité de bois suffisante pour son chauffage et la faculté de prendre dans le jardin les légumes nécessaires à sa consommation ». Meymac, 24 juin 1811.

Ainsi sommes-nous passés, presque insensiblement, des contrats de la fin du XVIII^e siècle, à ceux du début du XIX^e. La révolution a passé sans éclat semble-t-il. Cependant le vieil édifice, si solide d'autrefois, est ébranlé : il a suffi qu'il soit touché à son centre stratégique : l'autorité paternelle.

Cette autorité paternelle, autour de quoi tout se groupait, faiblit et chancelle. Le père ne reçoit plus, en règle générale, la dot. Il n'est plus le maître des économies de ses enfants qui travaillent en dehors de chez lui.

La destruction du monument élevé avec un si grand souci d'équilibre et si bien adapté à leurs besoins par nos Limousins n'est plus qu'une affaire de temps, de peu de temps.

B. — Déclin du régime dotal limousin, sa disparition.

La période où nous entrons maintenant est caractérisée par un essai de réaction de la part de certains notaires en face de la désagrégation du régime dotal.

Les modifications que les siècles nouveaux apportaient dans la vie de famille empêchent dorénavant le type ancien de contrat de mariage et en particulier les systèmes de garantie de la dot mobilière : sa remise aux beaux-parents, de fonctionner normalement.

Les notaires vont donc introduire dans les contrats des clauses qui protégeront cette dot en dehors

de la famille ; d'autre part, les nécessités nouvelles imposent aux biens dotaux un caractère plus souple.

Toutes ces clauses, à peine employées quelques années auparavant, vont devenir fréquentes et vont donner aux contrats de mariage un caractère vraiment moderne, et par là plus du tout limousin.

C'est à Brive que nous trouvons cet essai de rajeunissement le plus précoce et le plus complet.

Désormais, nous serons obligés de voir chaque région séparément. Les réactions deviennent divergentes et les progrès des uns laissent trop loin en arrière les vieilles formules des autres.

A Brive (1) en 1829, tous les contrats de mariage adoptent encore le régime dotal et tous contiennent une clause de société d'acquêts (2).

La clause d'emploi devient fréquente, mais n'existe généralement que pour la portion de la dot qui n'est pas payée comptant (3).

Les constitutions de dots immobilières sont aussi peu nombreuses qu'autrefois ; mais le contrat de mariage prévoit souvent le cas où des immeubles pourraient rentrer dans le patrimoine de la femme en qualité de biens dotaux. La faculté de les vendre à charge de emploi est presque toujours stipulée (4).

(1) Voir annexe IV : la statistique des contrats dotaux.

(2) « Les futurs déclarent se marier sous le régime dotal avec une société d'acquêts qui sera régie d'après les articles 1498 et 1499 du Code civil ».

(3) « Le mari futur ne pourra recevoir le complément de dot qu'en faisant emploi ».

(4) « ...Avec convention que les biens dotaux de la future épouse pourront être vendus en échange à la charge de emploi tant du

Le régime dotal est parfois écarté d'une façon détournée : après l'avoir expressément adopté, la femme se réserve le droit d'aliéner tous ses biens, on se trouve alors en face d'une séparation de biens (1) ; autrefois, on y arrivait par une stipulation de paraphernalité totale — clause que nous ne trouvons plus dans les contrats de Brive.

Nous trouvons aussi des clauses restreignant l'hypothèque légale de la femme. Il serait normal qu'elles existent dans les contrats de commerçants, de gens qui ont besoin de crédits les plus larges possibles, plutôt que dans les contrats de propriétaires, de médecins où elles sont insérées.

A côté de toutes ces clauses qui marquent un effort très net d'adaptation aux nécessités contemporaines, nous trouvons de rares vestiges des anciennes clauses, caractéristiques de nos vieux contrats.

D'abord l'habitation. Mais alors qu'autrefois elle était offerte par l'ascendant donateur, maintenant ce sont les enfants qui l'offrent à leurs parents et s'engagent à « les nourrir, tant en santé qu'en maladie ». Les rôles ont été renversés, ce qui marque bien l'évolution qui s'est produite dans la conception de la famille.

Ensuite, nous trouvons une clause qui indique la survivance des vieilles coutumes de communauté

prix des ventes que des soultes qui pourraient provenir desdits échanges ».

(1) « Malgré la dotalité ci-dessus stipulée, ladite future se réserve la faculté de pouvoir aliéner, vendre et échanger tous ses biens pour en faire et disposer ainsi qu'elle avisera ». 23 février 1829.

familiale marquées dans nos anciens contrats, et définit assez bien quels devaient être les rapports pécuniaires entre le père donateur et ses enfants qu'il recevait à son foyer : « Existera entre ledit N... (père du futur époux, donateur) d'une part et lesdits futurs époux d'autre part, une société d'acquêts et par tête entre eux tant qu'ils cohabiteront ensemble et après leur séparation ou après le décès dudit père elle se continuera aussi en tête entre les futurs époux » (1).

Cette clause est intéressante parce qu'elle montre qu'il n'y avait pas seulement communauté de vie dans nos anciennes familles mais vraiment une société d'intérêts dont la société d'acquêts entre époux n'est qu'une des formes.

A Limoges (2), en 1832, on est moins avancé. Si la société d'acquêts est très généralement adoptée, les clauses d'emploi sont très rares ; pour les remplacer on imagine de garantir la dot touchée par le futur époux, par une hypothèque prise sur les biens de sa mère (3). Lorsqu'elles existent elles se rapportent le plus souvent aux biens paraphernaux. Il faut arriver aux environs de 1860 pour que la clause d'emploi soit appliquée aux fonds dotaux d'une fa-

(1) Brive, 5 février 1829.

(2) Voir annexe V : la statistique des contrats dotaux.

(3) « *De plus, attendu que ledit N..., son fils, touche la dot de ladite future épouse sans posséder aucun immeuble qui en puisse répondre, elle déclare se porter caution envers la dite X... (mère du futur) de son fils à raison de ladite dot, et en conséquence affecter et hypothéquer à la sûreté et garantie du remboursement une maison...* » Limoges, 11 septembre 1832.

çon courante. Mais les contrats de régime dotal sont devenus bien rares...

Une clause assez fréquente alors, si l'emploi et le remploi sont prévus, dispose : « La suffisance sera établie et constatée par un avis de parents conformément à l'article 2144 du code civil ». On fait aussi intervenir la famille de la femme pour l'autoriser, dans certains cas, à aliéner ses biens dotaux (1). Survivance de cette idée que la dot est confiée à la sagesse des familles, mais de la famille de la femme maintenant.

A Treignac et Meymac, l'effort de la pratique notariale pour se mettre au courant des habitudes nouvelles ne paraît pas bien important : la vie met plus de temps à se modifier dans les campagnes. Si au début de cette étude nous avons pu constater que l'évolution du régime dotal était fixée au même point dans les villes et les petits bourgs, maintenant il n'en va plus de même. Une vie économique plus active, des modifications sociales davantage ressenties, des notaires mieux au courant de leur rôle, voilà les raisons de l'avance considérable que les villes ont prise.

Partout cependant le régime dotal paraît résister, par la force de l'habitude à la campagne, par un effort d'adaptation en ville. Mais encore quelques années il ne sera plus qu'un souvenir. Cet abandon complet ou à peu près du régime dotal, aux envi-

(1) Limoges, 11 mai 1866.

rons de 1860 est dû surtout à la désaffection des notaires pour un régime dont on leur dit beaucoup de mal et qui devient en se perfectionnant dangereux pour leur responsabilité. Il est curieux de constater cette coupure brusque entre l'adoption presque générale de la dotalité et l'adoption d'un régime de communauté réduite aux acquêts, dans chaque étude, lors d'un changement de titulaire.

Cet abandon de la dotalité a encore d'autres causes. Le père n'est plus le maître de sa maisonnée, répartissant les travaux et les bénéfices. Le régime dotal ancien pouvait se développer sans difficultés dans ce milieu que nous avons vu si hiérarchisé. Aucune question litigieuse ne pouvait s'élever ; le père réglait toutes les questions d'intérêt souverainement et en prenant la tradition pour guide. Comment par exemple les conséquences de l'inaliénabilité de la dot auraient-elles pu être entrevues, puisque les mœurs donnaient au père la libre disposition de cette dot. Lorsque l'individualisme a eu triomphé, modifiant toutes les habitudes anciennes, on a senti la nécessité de protéger la dot par des procédés nouveaux. En même temps, on s'est aperçu de la rigueur de la dotalité et on a cherché à en atténuer les conséquences. La dotalité est apparue alors avec son vrai visage, resté si longtemps caché aux regards de nos Limousins. Ils se sont sentis gênés dans un régime qui devenait, malgré les apparences quelque chose de tout nouveau pour eux, et ils s'en sont écartés.

Certes nous trouvons encore le régime dotal après 1860, surtout à Meymac, où un notaire, fervent admirateur de ce régime, l'imposait souvent aux futurs époux, et faisait même adopter très souvent la dotalité de tous biens présents et à venir de la femme. L'influence personnelle est manifeste, car dès la cession de l'étude à son successeur, le nombre des contrats dotaux redevient infime. Les notaires à qui nous avons demandé s'ils rédigeaient encore aujourd'hui des contrats dotaux nous ont tous répondu par la négative, et même M^e Mazaudois qui exerce à Treignac depuis plus de quarante-cinq ans n'en a rédigé qu'une dizaine dans toute sa carrière.

Voici quels sont les renseignements qui nous ont été fournis par notre enquête personnelle. Peut-être peuvent-ils laisser inconnus des aspects particuliers de ce régime dotal, ou ne pas indiquer d'une façon suffisamment exacte sa survivance en Limousin. Aussi est-il bon de les confronter maintenant avec ceux que nous donnent les travaux d'Eyquem et avec la statistique de 1898.

Eyquem n'avait pour se documenter sur l'évolution du régime dotal en France que deux sources : le compte rendu de la Justice civile de 1876, publié en 1878, et son enquête faite par lui auprès des notaires, présidents de chambre, magistrats, professeurs, fonctionnaires de l'enregistrement.

1^o) Ce compte rendu de la justice civile ne donnait que des renseignements bien imprécis que les

travaux d'Eyquem ont rendu beaucoup plus probants.

Voici quels sont les résultats de ses recherches pour la Cour de Limoges.

Proportion de la dotalité sur cent contrats
portant adoption de la communauté ou
de la dotalité..... 15 %

Il faut noter que ce chiffre est supérieur à la réalité car dans ce compte rendu il n'est fait mention que des contrats portant adoption de la communauté ou de la dotalité.

Les contrats de séparation de biens n'y figurent donc pas. De plus, il doit être rectifié, car tous les mariés sans contrat sont soumis au régime de la communauté légale.

Eyquem indique que cette proportion des mariés sans contrat pourrait être de 44 %. Remarquons que le Limousin est un des pays de droit écrit où cette proportion est la plus élevée. A Agen, elle n'est que de 25 % ; dans le ressort de la Cour de Rennes elle atteint 92 %.

Le chiffre des mariés sous le régime dotal deviendrait ainsi voisin de 9 %. Ces résultats confirment ceux que nous avons relevés dans nos statistiques personnelles.

2°) L'enquête a été faite pour toute la France. Voici la façon dont l'auteur résume ses résultats relativement au Limousin : « Les pays de droit écrit, au point de vue de la dotalité peuvent être rangés,

d'après l'enquête même, en trois catégories : ceux où la dotalité est devenue, sinon rare, du moins exceptionnelle ; ceux où elle existe en connivence avec la société d'acquêts ou un autre contrat et ceux où la société d'acquêts n'est pas en usage.

Les pays où le régime dotal a disparu et où il n'est plus qu'une exception sont : la partie des ressorts de Poitiers, de Bordeaux et du Limousin qui appartenait au régime de droit écrit... ». Nous avons cité en annexe le texte même de ces enquêtes. Elles coïncident parfaitement avec les nôtres.

La statistique dressée en 1898 par l'Administration de l'enregistrement (1) indiquant pour chaque département la répartition des régimes matrimoniaux dans les contrats de mariage n'était pas connue d'Eyquem lors de la rédaction de son ouvrage. Elle donne des renseignements qui corroborent les résultats des statistiques qu'il avait dressées et ceux des enquêtes qu'il avait entreprises.

Nous y relevons les chiffres suivants :

Corrèze :

Clauses de séparation de biens.....	10
Régime dotal, avec paraphernalité.....	11
sans paraphernalité.....	5
avec société d'acquêts.....	72
Nombre de contrats.....	1.450

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée, février 1899, p. 141.

Haute-Vienne :

Clauses de séparation de biens.....	4
Régime dotal, avec paraphernalité.....	2
sans paraphernalité.....	1
avec société d'acquêts.....	4
Nombre de contrats.....	1,214

Si nous admettons un chiffre de 50 % de mariés sans contrat nous pouvons préciser davantage la physionomie du régime dotal pour cette fin de XIX^e siècle.

Corrèze, contrats dotaux :

88 pour environ 3.000 mariages..... 3 %

Haute-Vienne, contrats dotaux :

7 pour environ 3.000 mariages..... 0,23 %

Encore ces chiffres de 88 et de 7, obtenus en additionnant les trois variétés de régime dotal indiquées dans la statistique ne représentent-ils peut-être pas le nombre des contrats où la dotalité est adoptée ; ces trois variétés de contrats dotaux ne sont pas exclusives ; il est bien possible que dans les 72 contrats contenant la clause de société d'acquêts soient comptés déjà ceux qui contiennent une clause de paraphernalité.

La Corrèze apparaît donc comme plus attachée au régime dotal que la Haute-Vienne, où la proportion des contrats dotaux est vraiment infime. Le Limousin, dans son ensemble, avec Lyon et Bordeaux, est

en tête des pays de droit écrit, par son petit nombre de contrats dotaux. Ces régions servent ainsi de transition entre les pays de communauté et ceux où le régime dotal est encore — ou était en 1898 — généralement adopté.

Conclusions

Ce déclin général du régime dotal vers 1860 et la disparition totale de ses caractères limousins lorsqu'il est adopté ne doivent pas nous étonner.

Les habitants de notre région n'ont pas vu en lui l'héritier du régime dotal romain. L'inaliénabilité de la dot, la protection nécessaire de la femme, la séparation des intérêts des époux, ce n'est pas là ce qui les incitait à adopter la dotalité. A la base de leur union c'est plutôt une idée de communauté d'intérêts que nous trouvons. Ils sont cependant arrivés à concilier ces deux conceptions dans les contrats du XVIII^e siècle, en ne conservant de la dotalité que l'apparence.

Bientôt leurs habitudes de vie, avec lesquelles ce régime hybride était en harmonie, se modifieront sous la poussée d'idées nouvelles. La pratique notariale, plus éclairée, cherchera à adapter le régime ancien à ces circonstances nouvelles. Alors se marquera le caractère véritable du régime dotal. Nos Li-

mousins ne se trouveront plus à l'aise dans ce régime nouveau pour eux. Ils préféreront les régimes de communauté dont ils n'avaient jamais été éloignés qu'en apparence.

Annexes

ANNEXE I

Types de contrats de mariage antérieurs à la révolution :

— \ —

Aujourd'huy, vingt-cinquième jour du mois de janvier mil sept cent quatre-vingts, après midy, en la ville de Treignac en Limousin pardevant nous... Notaire Royal soussigné et témoins bas nommés ont comparu L. L... avec lui et sous son autorité M. F... sa femme et J. L... leur fils, journalier habitans au village de M... paroisse de St-Martin-des-Eglises d'une part. J. C... veuve de L. G... et J. G... son fils, habitans au village de Labussière, paroisse de Lestars, avec eux et de leur avis et consentement L. G... leur fille et sœur habitans au village de Bourg, paroisse de Murat, d'autre part.

Lesquelles parties ont dit avoir arrêté mariage entre ledit J. L... et ladite L. G..., qu'elles promettent de solenniser canoniquement à la première réquisition de l'une d'elles aux peines de droit ; au

traité duquel et pour en supporter les charges, ledit J. G..., pour l'amitié qu'il porte à ladite L. G... sa sœur épouse future acceptante de l'autorité de ses futurs beau-père et mary lui a constitué de son chef la somme de cent dix livres, un coffre fermant à clef, cinq draps de lit, de bouyradis, cinq serviettes, sept aulnes de toile pour un lit, de tout quoy il se réserve le droit de retour pour lui et les siens, le cas arrivant ; lui a aussi constitué deux brebis maires qui seront propre à la future épouse et dont elle pourra disposer en capital et revenus ainsi qu'elle avisera.

En diminution de laquelle constitution ledit J. G... a payé réellement et en espèces du cours sur les présentes la somme de soixante livres et délivré toutes les susdites suites et ameublements audit L... et F..., qui ont retiré le tout après due vérification dont quittance et assignat tant de ce qu'ils viennent de recevoir que de l'excédent de ladite constitution payé qu'il soit sur tous et chacun leurs biens présents et à venir tant cy-après donnés que réservés pour le cas de restitution s'il arrivoit.

Promet et s'oblige ledit J. G..., de leur payer les cinquante livres restantes, scavoir dix livres aujourd'hui en un an et vingt livres à pareil jour de chacune des années suivantes jusques au final payement dont l'intérêt ne courra qu'à défaut de payement de chacun des pactes à leur échéance.

Et en faveur dudit mariage lesdits L. L... et M. F... font par ces présentes don et donation entre

vifs irrévocable et pour cause de noces audit J. L... leur fils, futur époux, acceptant de la moitié de tous et chacun leurs biens présents et à venir, sous le support de pareille moitié de leurs dettes, charges et légitimes et sous la réserve que se font les donateurs de l'usufruit leur vie durant, tant des biens par eux présentement donnés que constitués en nourrissant et entretenant les époux futurs et leurs descendants, ceux-cy travaillant de leur possible au profit et à la compagnie des donateurs qui promettent de ne faire d'autre héritier à la fin de leurs jours que ledit J. L... leur fils, en par lui payant leurs dettes et charges, et légitimes de droit de leurs autres enfans.

Dont acte fait et passé...

... Au traité duquel et pour en supporter les charges ledit G. L..., futur époux, s'est constitué la somme de trente livres qu'il a payée réellement et en espèces du cours par ces présentes audit G. C... et à la dite V..., son épouse qui l'ont retirée après due vérification dont quittance et assignat de ladite somme sur tous et chacun leurs biens pour le cas de restitution s'il arrivoit.

Et en faveur dudit mariage ladite G. V... autorisée à cet effet par ledit C... son mary fait par ces présentes don et donation entre vifs, irrévocable et pour cause de noces, à ladite L. C..., sa fille, épouse

future acceptante de l'autorité dudit M... son futur époux de la moitié de tous et chacun ses biens présents et futurs sous le support de pareille moitié de ses dettes, charges et légitimes et sous la réserve qu'elle se fait de l'usufruit sa vie durant tant pour elle que pour ledit C... son mary pendant et constant leur mariage tant des biens par elle présentement donnés que constitués par l'époux futur, en par eux nourrissant et entretenant les futurs époux et leurs descendants, ceux-cy travaillant de leur possible au profit et à la compagnie desdits C... et V... conjoints, dans les étables desquels lesdits futurs époux pourront tenir tant en hiver qu'en été vingt bêtes à laine et fourir annuellement un nouvelin pendant dix jours dont le croît et produit lui appartiendra sauf de la laine et de la paille qui tournera au profit desdits C... et V...

Dont acte...

ANNEXE II

Type de contrat de mariage postérieur à la révolution :

Les contrats de cette époque prennent des aspects beaucoup plus divers, et il est difficile d'en citer qui soient aussi typiques qu'autrefois. Cependant voici un schéma qui est généralement adopté et marque la transition avec les contrats modernes. La rédaction

tion en est assez désordonnée. A ces clauses habituelles viennent parfois se joindre les donations préciputaires, les clauses d'emploi et de remploi, de travail et de nourriture, de séparation que nous avons relevées en note au cours de notre étude. Cette plus grande diversité des contrats montre que les notaires sont plus soucieux qu'autrefois d'en adapter les clauses à la situation particulière à chaque ménage futur.

Par devant M^e...

Ont comparu.....

Lesquelles parties ont dit avoir arrêté mariage entre le dit T... et la dite P... qui sera incessamment accompli sous la foi des conventions suivantes :

ARTICLE 1^{er}

Les futurs époux seront communs et associés dans tous les acquêts qu'ils feront pendant la durée de leur mariage.

ARTICLE 2

Cette société ne se composera que des gains, profits et économies provenant du travail et industrie des futurs, tout ce qu'ils ont actuellement, ce qui sera constitué à la future et ce qui leur écherra dans la suite par succession, legs ou donation en ligne directe ou collatérale, demeure exclu de cette communauté et sera propre à chacun des futurs dans leur estoc et ligne.

ARTICLE 3

Il sera libre à la future épouse de renoncer à cette communauté et société en retirant librement et quittement tout ce qu'elle y aura conféré quand bien même elle aurait souscrit ou signé des billets et engagements conjointement avec son futur auquel cas elle sera indemnisée par celui-ci et tous les biens du dit futur demeurent dès à présent affectés à l'indemnité et garantie susdites.

ARTICLE 4

Nonobstant cette communauté les futurs époux déclarent se soumettre expressément au régime dotal.

ARTICLE 5

Le sieur N... constitue de son chef en avancement d'hoirie la somme de à la future épouse sa fille et aux siens, laquelle somme le d. futur a reconnu et déclaré avoir déjà reçue comptant du dit sieur, dont quittance.

ARTICLE 6

Le dit sieur constitue encore à sa fille un mobilier..... sans néanmoins que cette évaluation fasse vente au profit du futur qui au contraire sera tenu d'en faire la remise si le cas y échoit.

ARTICLE 7

Laquelle constitution ainsi reçue le dit futur époux assigne et réalise sur tous ses biens présents et à ve-

nir pour la rendre et remettre à la future, les siens et ayant cause avec les habits, linges, hardes, bijoux qu'elle aura lors en remplacement de ceux qu'elle a dès à présent et en l'état qu'ils seront.

ARTICLE 8

Le dit donateur se réserve le droit de retour des biens présentement donnés, pour lui et les siens, le cas arrivant du décès sans postérité de la dite future épouse.

Dont acte...

ANNEXE III

Le régime dotal à Treignac :

ANNÉES	NOMBRE de contrats	DOTALITÉ	PARAPHERNALITÉ		EMPLOI	REMPLOI	SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS	CONVENTIONS d'habitation
			Totale	Partielle				
1784	35	35/35	2/35	26/35	0	0	1	32/35
1811	18	17/18	2/17	14/17	1/17 ⁽¹⁾	0	4/17	11/17
1844	19	18/19	1/18	16/18	1/18	1/18	17/18	5/18
1877	5	4/5 ⁽²⁾	0	1/1	1/1	1/1	1/1	0

(1) Nous faisons figurer ici l'emploi, bien que nous ne le trouvions qu'en 1815.

(2) Cette proportion de un contrat dotal sur cinq pourrait tromper. Ce contrat est en quelque sorte un accident : en 1876, il n'y en a pas un seul qui soit dotal sur sept.

ANNEXE IV

Le régime dotal à Brive :

ANNÉES	NOMBRE de contrats	DOTALITÉ	PARAPHERNALITÉ		EMPLOI	REMPLOI	SOCIÉTÉ d'acquêts	CONVENTIONS d'habitation
			Totale	Partielle				
1780	11	11/11	2/11	8/11	0	0	10/11	6/11
1809	20	20/20	3/20	17/20	5/20	0	18/20	1/20
1829	66	63/66	2/63	57/63	7/63	20/63	64/63	6/63
1863	34	0	»	»	»	»	33/34	»

ANNEXE V

Le régime dotal à Limoges :

Nous ne pouvons donner de renseignements que pour les années suivantes :

ANNÉES	NOMBRE de contrats	DOTALITÉ	PARAPHERNALITÉ		EMPLOI	REMPLOI	SOCIÉTÉ d'acquêts	CONVENTIONS d'habitation
			Totale	Partielle				
1832	11	11/11	0	11/11	1/11	1/11	10/11	2/11
1866	24	2/24	0	2/2	2/2	2/2	22/24 ¹	0

(1) Les deux seuls contrats où il n'y ait pas de société d'acquêts sont des contrats de séparation de biens conventionnelle.

ANNEXE VI

Ces renseignements proviennent des enquêtes faites par Eyquem (loc. cit., p. 519). Ils élargissent et confirment les résultats que nous avons pu tirer des quatre études limousines dont nous avons étudié les contrats dotaux. Aussi avons-nous cru bon de les insérer intégralement.

Le régime dotal est rarement employé depuis quelques années dans la plupart des cantons de l'arrondissement. Les parties le délaissent pour la communauté réduite aux acquêts ou l'associent à la société d'acquêts ; d'autres fois, il se trouve tellement modifié qu'il ne conserve aucun de ses caractères : il n'a plus de dotal que le nom. Ces modifications proviennent de l'expérience, des conséquences et de la pratique des divers régimes matrimoniaux. Le régime dotal, en effet, ne protège pas suffisamment la dot mobilière sur laquelle le mari a des pouvoirs trop étendus ; en revanche, il protège trop la dot immobilière, et dans des conditions qui sont souvent contraires aux intérêts légitimes et aux besoins immédiats du ménage.

Dans le canton de Saint-Privat, l'adoption du régime dotal est assez fréquente ; elle est plus rare dans les cantons d'Uzerche, d'Egletons, de Juillac, d'Argentat, de Lapeau, de Tulle, où elle n'est plus que l'exception. A Treignac, où ce régime a été ex-

clusivement adopté jusqu'en 1830, il a presque disparu de nos jours.

Dans le canton de Treignac, quand le régime dotal y était suivi, c'est-à-dire jusqu'en 1830, ce régime était modifié par la société d'acquêts et la clause d'aliénabilité à charge de emploi. Dans quelques cas très rares, l'aliénation était subordonnée à l'avis d'une sorte de conseil de famille des parents de la future.

Dans le canton de Tulle, on apporte de graves tempéraments au régime dotal, tel qu'il a été organisé dans le code civil : par exemple, on admet la facilité d'aliéner les biens présents et à venir avec le concours du mari. La faculté de prendre part à tous traités, partages, transactions ou compromis, sans aucune formalité de justice ; la faculté de faire donation entre vifs, à titre de partage anticipé, au profit des enfants issus du mariage. Toutefois, les aliénations ne sont ordinairement permises qu'à charge de emploi et on soumet même à cette condition d'emploi la dot mobilière.

Dans le canton de Seilhac, il en est à peu près de même. Voici, à titre d'exemple, une des formules employées par les notaires : « nonobstant la stipulation de dotalité ci-dessus, tous les biens mobiliers et immobiliers de la future épouse pourront être aliénés par elle, avec l'autorisation de son mari, sans aucune des conditions ni des formalités prescrites par la loi, soit par ventes, cessions, transports ou échanges ; elle pourra, de même, recevoir ou

transporter des capitaux ; mais les sommes touchées et les prix des ventes, cessions des valeurs dotales ou les soultes des échanges, des immeubles dotaux, seront employés en achats d'immeubles, placements hypothécaires, ou moyennant toute autre garantie suffisante. Toutefois, la future épouse sera seule juge de la validité de cet emploi, et sa présence et son consentement dûment constatés dans les contrats ou quittances à intervenir, suffiront à libérer valablement et à garantir tous tiers et tous débiteurs ».

A Egletons, la femme se constitue habituellement tous ses biens présents et à venir, avec faculté de pouvoir les aliéner moyennant remploi en immeubles, ou à la condition que le mari soit propriétaire d'immeubles suffisants pour en répondre, ou en les employant à payer les droits successifs des co-héritiers, soit du mari, soit de la femme.

A Uzerche, St-Privat et Argentat, l'inaliénabilité du fonds dotal est toujours permise, à charge de remploi.

En définitive, l'inaliénabilité sans tempérament des biens présents et à venir n'est plus en usage.

L'administration des biens dotaux est toujours laissée au mari en restreignant ses pouvoirs en ce qui concerne la dot mobilière. En fait, il administre les paraphernaux et en jouit sur sa simple garantie.

On associe presque toujours la société d'acquêts

au régime dotal (1). Il est fort rare que le régime dotal pur et simple soit adopté.

On peut dire que le régime dotal tend à disparaître de plus en plus, et que, lorsqu'il est employé, les intéressés y apportent des modifications ou atténuations lui enlevant son caractère primordial.

C'est ainsi que dans le canton de Seilhac, ce régime n'a plus de dotal que le nom, et la plupart de

(1) (Note d'EYQUEM). — Une transformation notable, que j'ai eu à constater dans les contrats de mariage du XVIII^e siècle, c'est l'adjonction de la société d'acquêts au régime dotal, telle qu'elle se pratique fréquemment de nos jours, et cela sur divers points du département de la Corrèze. Le contrat de mariage du seigneur Jean-François de Lentillac, avec demoiselle Philiberte de Sedières, passé audit lieu de Sedières (actuellement canton de Laroche-Canillac), le 22 avril 1647, où la future se constitue tous et chacun ses biens présents et à venir porte : « ...*Et en faveur dudit mariage, lesdits seigneur et demoiselle, futurs époux, seront communs en tous meubles, acquêts et conquêts qu'ils feront pendant et constant le mariage* ».

Dans un contrat de mariage passé à Condat (canton d'Uzerche), le 7 août 1775, je lis aussi : « *demeure convenu que lesdits époux seront associés et communs en tous les acquêts et conquêts qu'ils pourront se faire durant et constant leur mariage* ».

De même, le 18 janvier 1768, mariage de Marcel-Albier de la Jarre, avec Françoise Dubois : « *seront les futurs époux communs en acquêts dont ils ne pourront disposer qu'en faveur d'un enfant commun de leur choix* ».

J'ai trouvé la même clause dans un contrat passé à Allasac (Brive) le 22 septembre 1777 ; dans un autre, passé à Donzenac (Brive), le 7 novembre 1746 ; dans un autre, daté de Brive, le 20 novembre 1788 ; dans un autre, daté de Lubersac le 18 février 1770 ; dans un autre, daté de Meymac, le 21 mars 1786, etc...

On tempérait ainsi par une pratique répandue dans tout le territoire qui a formé depuis le département de la Corrèze les vices inséparables du régime dotal. C'était l'idée germanique que l'on mêlait à la dotalité romaine, le progrès joint à la tradition, combinaison heureuse qu'au moment de la rédaction du Code civil, on eut l'idée de demander comme droit commun de la France, rapprochant les intérêts des deux époux et supprimant l'inaction ou l'indifférence de la femme à l'accroissement de la fortune.

ceux qui croient encore nécessaire d'ajouter au contrat le mot de dotal pour sauvegarder la fortune de la femme, permettent l'aliénation avec emploi. On ajoute quelquefois que la femme sera seule juge de la validité de cet emploi, et que son consentement suffira à libérer valablement les débiteurs.

A Egletons, la faculté d'échanger, de vendre l'immeuble dotal, est acceptée dans les contrats de mariage, mais la femme n'a pas la faculté de consentir une hypothèque ou de subroger des tiers dans son hypothèque légale. Partout ailleurs, dans l'arrondissement, la tradition romaine est abandonnée au profit des atténuations prévues par le code civil ou suggérées par la pratique.

Le type du régime dotal adopté est le régime modifié par la société d'acquêts et par des réserves paraphernales. Dans cette société d'acquêts, on stipule, en général, des parts égales entre époux. Depuis quelque temps, mais très rarement, on trouve la stipulation que la société d'acquêts appartiendra en entier à l'époux survivant. Voici une formule en usage dans le canton d'Argentat : « Les futurs époux adoptent le régime dotal... Ils stipulent entre eux une société d'acquêts dont les effets seront réglés conformément aux articles 1498, 1499 du code civil, avec ces modifications, qu'en cas de dissolution du présent mariage sans enfants, tous les bénéfices de la société d'acquêts appartiendront entièrement à l'époux survivant, conformément à l'article 1525, et qu'en cas de dissolution dudit mariage

avec enfants issus de ce mariage, le survivant des époux aura droit à la moitié de l'usufruit de la quantité des bénéfices revenant à l'époux prédécédé dans la société d'acquêts ».

La jurisprudence devient très large pour les autorisations de vendre et d'aliéner.

Le régime dotal est bien moins fréquent qu'à la promulgation du code ; dans le canton de Treignac, il n'est plus en usage. Ailleurs, il tend à disparaître.

Il n'est presque plus usité dans les villes. Ce sont surtout les cultivateurs qui l'adoptent, et il leur est très onéreux.

Ceux qui le choisissent de préférence sont les propriétaires peu aisés ; les cultivateurs, en général très attachés à leur patrimoine immobilier, dont ils veulent assurer la conservation ; rarement, les simples ouvriers, rarement encore les familles riches, à moins que leur fille prenne un mari sans fortune ou sans position.

Vu, le Doyen,

BARTHÉLEMY:

Vu, le Président,

CAPITANT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY.

Bibliographie

- ADAM Léon. — Note sur le régime matrimonial de droit commun et les différents régimes admis en France. — Bulletin de la Société de législations comparées, 1900, p. 563.
- AUDUBERT E. — Le régime dotal d'après la coutume et la jurisprudence du Parlement de Bordeaux. — Thèse de Paris, 1918.
- BLANC. — Les communautés familiales dans l'ancien droit et leurs survivances en Limousin. — Thèse Paris, 1905.
- BONNECASE. — Le féminisme et le régime dotal. — Thèse Toulouse, 1905.
- BONNECASE Julien. — La réforme du régime de la communauté légale et enseignement de la pratique. — Revue trimestrielle de droit civil, 1911.
- BRISAUD J. — Cours d'histoire générale du droit français, Paris 1904.
- DELOR A. — La corporation des bouchers de Limoges. — Limoges 1877.
- Ephémérides du ressort de la Cour d'appel de Limoges. — Limoges, 1837.
- EYQUEM. — Le régime dotal, son histoire, son évolution et ses transformations au XIX^e siècle sous l'influence de la jurisprudence et du notariat. — Paris, 1903.
- FENET P.-A., — Recueil complet des travaux préparatoires du code civil. — Paris 1835.

- FRANCEZ J. — Album judiciaire des décisions notables de la Cour royale de Limoges. — Limoges 1841.
- FURGOLE. — Questions sur les donations, — Toulouse 1761, in 4.
- GIFE Paul. — De la condition privée de la femme.
- GINOULHAC M. Ch. — Histoire du régime dotal et de la communauté en France. — Paris 1842.
- GUIBERT Louis. — La famille limousine d'autrefois d'après les testaments et la coutume. — Limoges 1883.
- JUDE J. — Changements survenus dans les mœurs des habitants de Limoges, depuis une cinquantaine d'années. Limoges.
- KLIMRATH. — Œuvres, tome II.
- LAROMBIÈRE M.-L. — Le régime dotal et la coutume de la Haute-Marche. — Paris 1880.
- LEBOUX Alfred. — Nouveau documents historiques sur la Marche et le Limousin. — Limoges 1887.
- ROUSSILHE. — Traité de la dot. — Clermont-Ferrand, 1785.
- SALVIAT. — Jurisprudence du Parlement de Bordeaux. — Paris 1787, in-4.
-

Table des Matières

	Pages
AVANT-PROPOS	7
<i>Le Limousin, limites, ressort, sa place dans les pays de droit écrit</i>	10
Raisons du choix des localités	12
CHAPITRE I.	
<i>Le régime dotal dans les contrats de mariage limousins antérieurs à la révolution</i>	14
§ 1. Contrats dotaux et non dotaux ; nombre respectif	14
§ 2. Caractères généraux des contrats dotaux	19
a) Leurs deux formes	19
b) Conventions d'habitation	23
c) Conventions relatives à l'usufruit de la dot et des donations	24
d) Conventions de travail et nourriture	25
§ 3. Caractères de la dot	28
a) Biens remis en dot	28
b) Remise de la dot aux beaux-parents	31
c) Fraction de la dot payée comptant	32
d) Constitution de la dot	34
e) Restitution de la dot	35
§ 4. Caractères de la donation	36
Caractères généraux	36
Formules de donation	39
§ 5. Clauses spéciales	44
Société d'acquêts	45

Administration des paraphernaux	50
Gains de survie	51
Clauses de séparation	52
Clauses de dotalité générale	53
§ 6. Etat social et économique du Limousin	57

CHAPITRE II.

<i>Le régime dotal dans les contrats de mariage limousins postérieurs à la révolution.....</i>	<i>61</i>
--	-----------

A. — Survivance du régime ancien.....	61
L'esprit nouveau	61
Statistique	62
§ 1. Caractères généraux des contrats dotaux.....	65
§ 2. Caractères de la dot.....	66
§ 3. Caractères des donations.....	69
§ 4. Clauses spéciales	71
Emploi et remploi	71
Société d'acquêts	73
Donations entre époux	76
B. — Déclin du régime dotal limousin, sa disparition.....	78
Statistiques et enquêtes	84

CONCLUSION	89
------------------	----

ANNEXES	91
---------------	----

BIBLIOGRAPHIE	105
---------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES.....	107
-------------------------	-----

